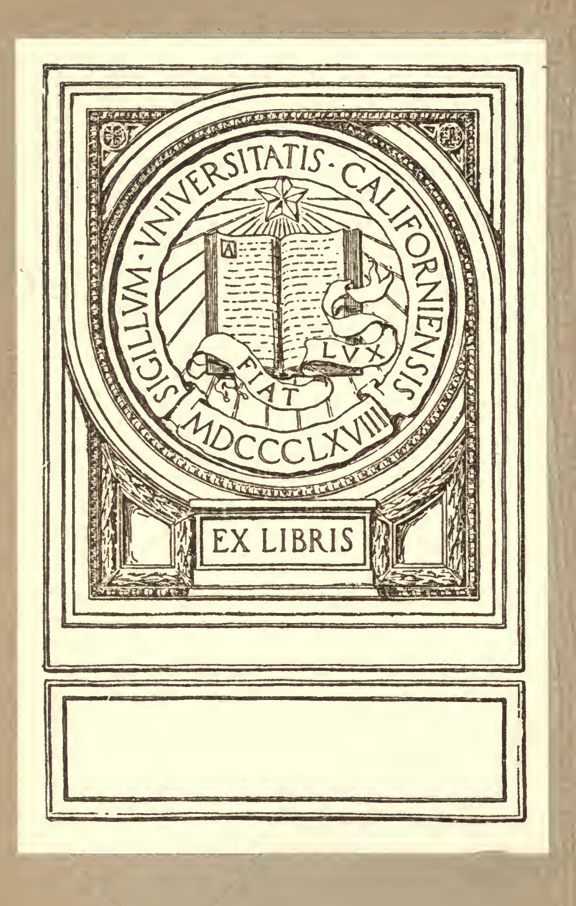

UC-NRLF
$B 309 211


SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS

GILBERT CHINARD

LA DOCTRINE

DE

L'AMÉRICANISME

DES PURITAINS

AU PRÉSIDENT WILSON

PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITION "LES BELLES LETTRES"

95, BOULEVARD RASPAIL, 95

LA DOCTRINE
DE L'AMÉRICANISME

DU MÊME AUTEUR

LIBRAIRIE HACHETTE ET C[ie]

L'Exotisme américain dans la littérature française au XVI[e] siècle, d'après Rabelais, Ronsard, Montaigne, etc. Un volume in-16 . . . . 3 fr. 50

L'Amérique et le rêve exotique dans la littérature française au XVII[e] et au XVIII[e] siècles. Un volume in-16. . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française.

L'Exotisme américain dans l'œuvre de Chateaubriand. Un volume in-16. . . . . 3 fr. 50

En préparation.

John Greenleaf Whittier, le poète de la Nouvelle-Angleterre.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA PRESS

Notes sur le voyage de Chateaubriand en Amérique. Un volume in-8 . . . . 4 fr.

716-18. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 4-19.

GILBERT CHINARD
Professeur à l'Université de Californie.

LA DOCTRINE
DE
L'AMÉRICANISME

DES PURITAINS AU PRÉSIDENT WILSON



LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

1919

LA DOCTRINE

DE L'AMÉRICANISME

CHAPITRE I

LÉGENDES ET PRÉJUGÉS

En dépit de légers froissements, passagers du reste, la France et les États-Unis ont, à travers près d'un siècle et demi d'histoire, maintenu et resserré les liens d'une amitié qu'amorçaient des souvenirs communs et que fondaient solidement des sympathies réelles. Mais cette amitié plus instinctive naguère encore que raisonnée, faite de l'élan des cœurs et de la sympathie mutuelle des deux peuples, n'a empêché, avouons-le, ni les préjugés de se développer, ni les jugements hâtifs de se produire. Visions rapides de visiteurs trop pressés, jugements éclairs, formules vagues, généralisations hardies et dangereuses ont ainsi contribué, de part et d'autre de l'Océan, à la formation d'images imparfaites, quelquefois presque

caricaturales. Américains et Français ont leur part de responsabilité dans un état d'esprit qui a duré jusqu'à une date toute récente, et qui n'a peut-être pas entièrement disparu, et qui *doit* disparaître.

Il a fallu la bataille de la Marne pour révéler la France aux États-Unis comme au monde entier. Il a fallu, en plus, quatre ans de guerre pour que la Marne fût acceptée et reconnue comme quelque chose de plus significatif qu'un miracle, et qu'on vit dans les journées de septembre 1914 le témoignage suprême d'un peuple qui ne voulait pas mourir et qu'on pouvait encore proclamer, suivant le mot d'un journaliste américain, « le rempart de la civilisation occidentale ».

Les États-Unis se sont révélés de façon moins soudaine et moins dramatique. Le fait même que l'Amérique a mis deux ans et demi avant d'entrer dans la guerre, a pu faire croire à une transformation récente du pays, à la régénération d'un peuple de cent millions d'individus qui, jusque-là, n'avait semblé accorder d'attention qu'au progrès matériel. L'Amérique d'aujourd'hui ressemble si peu à l'image que de nombreux Français, nous dirons même de nombreux Américains, se faisaient de la grande démocratie que pour beaucoup la transformation a paru presque miraculeuse.

Pour certains, on n'aurait pu mieux comparer l'Amérique qu'à la mer des Sargasses où flottent des organismes à peine ébauchés et où prévaut la loi féroce de la lutte pour la vie. Pour d'autres, l'Amérique d'autrefois qui avait un idéal bien déterminé, une vie nationale nettement caractérisée, était en train de disparaître sous la marée de l'immigration amenant chaque année près de deux millions d'individus. Dans cette masse tourbillonnant suivant les impulsions de la vie économique, on pouvait voir émerger des individualités puissantes, préoccupées de leur développement propre plus que du sort de la masse amorphe à qui elles ne tentaient pas d'imprimer une direction ; mais, nulle part, on ne pouvait distinguer un mouvement général vers un idéal commun. Le petit noyau d'Américains de vieille souche qui, dans l'Est, essayaient de maintenir les vieilles traditions, ne risquaient-ils pas d'être ensevelis et étouffés sous cette « poussière des nations »? Ils semblaient, en tout cas, perdre de leur influence et apparaissaient comme les représentants d'un autre âge aux populations plus jeunes, plus ardentes, mais qui s'ignoraient elles-mêmes, du Middle-West ou des États de la côte du Pacifique.

A l'Amérique on s'accordait pour reconnaître une immense richesse, des ressources incalcu-

lables, une activité fébrile dans l'organisation de la vie matérielle et un souci constant de faire grand. Les Américains eux-mêmes étaient fiers d'habiter un pays où la fortune était moins farouche et moins fugitive que dans le Vieux Monde, et où l'argent circulait en une sorte de Pactole continu. Pays des fortunes énormes, où les ouvriers gagnaient en deux mois plus qu'un petit fonctionnaire français en un an, l'Amérique n'était-elle pas, de son propre aveu, le pays des dollars?

D'immenses ressources avaient été mises par la Fortune entre les mains de cent millions d'hommes qui semblaient déterminés à régler leur vie eux-mêmes, sur un territoire démesuré, sans trop s'occuper des affaires du monde. Ce peuple, composé pour la plus grande partie d'émigrants ou de fils et de petits-fils d'émigrants, était un peuple jeune, doué comme tous les êtres jeunes d'une surabondance souvent désordonnée d'activité physique. C'est vers l'acquisition rapide d'une fortune dont ensuite on ne savait que faire, que semblaient tendre toutes les énergies. Au pays de la vie intense, l'existence entière se passait en une trépidation continue et un gaspillage inouï de force.

Pays des dollars et pays de la vie rapide, pays où l'individualisme trouvait à se développer plus

intensément que nulle part ailleurs, où toutes les excentricités paraissaient naturelles, pays qui allait on ne savait où, mais qui était doué d'un élan irrésistible, l'Amérique irritait certains, obtenait de beaucoup d'autres un sourire et un intérêt condescendants. Les plus indulgents et les plus optimistes ne pouvaient considérer sans un certain effroi ce pays où l'idéalisme même et la religion avaient pris une allure pratique déconcertante, et où l'élite intellectuelle, au sens où ce mot est ordinairement pris en Europe, ne pesait que faiblement sur les destinées de la nation.

Les échanges de conférenciers et de professeurs, la fondation des sociétés franco-américaines, la publication de plusieurs excellents livres avaient, dans ces dernières années, quelque peu modifié cette impression simplifiée de la civilisation amécaine. Mais ces efforts n'avaient qu'en partie réussi à dissiper les préjugés contre les États-Unis. A ces idées toutes faites et généralement trop répandues, les derniers événements ont donné un démenti éclatant; il est cependant permis de soupçonner qu'elles n'ont point entièrement disparu. Sans vouloir prétendre en quelques pages tracer un tableau complet de l'Amérique actuelle, il est bon cependant de reprendre à nouveau certains traits indiqués par d'excellents

observateurs et d'essayer de déterminer les caractéristiques essentielles et permanentes du peuple américain.

Ce peuple aux décisions promptes, ces hommes qui, d'après la légende répandue aux États-Unis même, décident en une heure de bâtir une usine, d'élever un *sky scraper* ou de construire une nouvelle ligne de chemin de fer, ont mis près de trois ans à entrer dans la guerre et, la guerre déclarée, ont encore hésité quelques mois avant de résoudre de s'y lancer à fond et de toute leur énergie. Ces individualistes qui semblaient plus fiers de leur ville ou de leur état que de la nation elle-même, ont renoncé en faveur du gouvernement fédéral à leurs prérogatives locales ou régionales pour accepter une uniformité de législation et de discipline que personne n'aurait osé leur imposer il y a deux ans. Ces chasseurs de dollars ont donné des millions pour secourir les victimes de la guerre et se sont imposé, sans aucun espoir de compensation matérielle, les sacrifices les plus lourds et les plus contraires à leurs tendances et à leurs traditions, depuis les restrictions alimentaires jusqu'à l'impôt sur le revenu et au service militaire obligatoire.

Il est indéniable qu'une transformation que nul n'aurait pu prédire s'est opérée dans le peuple américain ; mais cette transformation n'est qu'appa-

rente et n'a rien de miraculeux. Si l'Amérique d'aujourd'hui ne continuait pas logiquement l'Amérique d'hier, nous serions en présence d'un phénomène sans précédent dans l'histoire du monde. L'Amérique de 1919 ne fait que continuer une tradition déjà ancienne et n'a pas changé d'idéal. Il reste à déterminer la nature de cette tradition et de cet idéal pour faire confiance à l'Amérique de demain et lui rendre pleine et entière justice.

CHAPITRE II

LA TRADITION AMÉRICAINE

C'est au vocabulaire de la biologie plutôt qu'à celui des sciences mathématiques qu'il conviendrait d'emprunter des termes pour dépeindre la croissance de la nation américaine. Étudier l'histoire des doctrines qui constituent l'essence même de l'américanisme, c'est assister au développement d'un organisme qui, après une longue période d'incubation, n'a pas encore atteint sa pleine maturité, mais est déjà en pleine adolescence et a grandi de façon ordonnée.

La conception de la vie qu'un petit groupe d'exilés volontaires ont apportée avec eux dans le premier tiers du XVII[e] siècle, s'est étendue par agrégations successives à une grande communauté, puis à une fédération de communautés. Elle est aujourd'hui en voie de s'étendre sur le monde

entier. A moins que l'Amérique ne cesse d'être ce qu'elle est, il sera cependant possible demain, comme on peut le faire dès le début de son histoire, de reconnaître les traits essentiels d'une personnalité morale qui a subi des changements superficiels et extérieurs sans pour autant perdre son identité.

Quand les colons du *Mayflower* eurent été jetés par la tempête sur la côte granitique du Massachusetts, leur premier soin, dit leur chroniqueur Bradford, fut de rédiger un *contrat* pour mettre fin aux discours séditieux de certains qui prétendaient, après le débarquement, reprendre leur liberté entière, car personne n'avait le pouvoir de leur donner des ordres, la concession de terrains qu'ils avaient obtenue étant pour la Virginie et non pour la Nouvelle-Angleterre qui appartenait à une autre organisation avec laquelle la compagnie de Virginie n'avait rien à voir.

Les termes de ce document valent la peine d'être reproduits : « Devant Dieu, nous soussignés, disaient les *Pilgrim fathers*, nous nous réunissons et nous nous combinons en une organisation civile et politique pour la préservation et l'exécution des mesures indiquées ci-dessus. En vertu du présent acte, nous avons résolu de plein accord de fixer, d'établir et de maintenir telles lois égales,

telles ordonnances et telles résolutions qui sembleront les mieux adaptées au bien général de la Colonie ; — et nous promettons de nous y soumettre et de les observer comme il se doit. »

C'est seulement un mois après, le 23 décembre 1620, qu'après avoir reconnu la côte, les colons débarquèrent et fondèrent l'établissement de Plymouth. Si, comme on l'a dit et comme nous le croyons, l'Amérique est un fait moral plutôt qu'un fait géographique, l'américanisme a été fondé avant même le débarquement des Puritains. Le contrat signé à bord du *Mayflower* est la première constitution américaine, librement acceptée après délibération et discussion, et imposée à la minorité par la loi de la majorité populaire. La conception politique et morale d'où devaient sortir les États-Unis, a pris forme sur le lourd et chétif vaisseau qui transportait les pèlerins et la fortune de tout un monde.

On trouve, en effet, dans une étude attentive du texte une première indication des principes les plus essentiels de la démocratie américaine.

Le fait même que les colons de Plymouth avaient rompu avec leur communauté d'origine pour préserver leurs droits religieux, fait reconnaître en eux des individualités fortement marquées. Leur premier acte a cependant été, avant

même de débarquer, d'établir un ordre, « order », et de s'engager à le respecter. Il suffit de comparer leur conduite aux entreprises tentées par leurs coreligionnaires français au Brésil et en Floride au XVIe siècle et au Canada au XVIIe, pour s'apercevoir qu'ils apportaient dans le nouveau monde un état d'esprit différent et un individualisme particulier. Leur revendication des droits de l'individualisme comporte, en effet, comme complément nécessaire dans leur esprit, la reconnaissance des droits supérieurs du groupe dont l'individu fait partie et dont il tire son existence même. A l'individu on accorde des lois égales pour tous, *equall lawes*; mais il doit, de son côté, prendre l'engagement de s'y soumettre, *with all due submission and obedience*, dans l'intérêt de la communauté, et il doit constamment avoir en vue l'amélioration de la société dans laquelle il vit, *better ordering*.

C'est là l'essence même de la démocratie américaine qui est loin d'impliquer l'absence de réglementation et de discipline et qui n'est pas non plus une conception *a priori*, parfaite dès l'origine et incapable de modifications. Un tel ordre social permet d'apporter aux règlements primitivement établis tous les changements nécessaires au bien général, sans essayer d'atteindre à la perfection du premier coup. En même temps, la liberté

laissée à l'individu n'entraîne pas nécessairement relâchement ou tolérance. A chaque fois que l'idéal essentiel ou les intérêts primordiaux du groupement social seront en jeu, la loi commune interviendra pour faire rentrer l'individu dans la règle commune. Ceux qui dans ce gouvernement d'inspiration démocratique n'acceptèrent pas la foi commune, furent souvent durement traités et forcés de s'exiler. Au moins à son origine, le groupe des premiers colons s'était proposé comme idéal supérieur de permettre à un nombre limité d'individus de célébrer leur culte selon des règles déterminées. Il importait à la survivance du groupe de ne permettre aucun acte et de ne laisser circuler aucune opinion contraires à l'idéal commun. La tolérance religieuse, si marquée aux États-Unis depuis de longues années, ne se manifestera dans la Nouvelle-Angleterre que du jour et dans la mesure où elle ne semblera constituer aucun danger pour la vie du groupe social.

La petite colonie puritaine était à peine organisée qu'elle sentit le besoin de s'associer à des groupements voisins. Dès 1643, les colonies de la Nouvelle-Angleterre, ayant envoyé des représentants à Boston, signaient les articles d'un traité de confédération où les principes du pacte conclu sur le *Mayflower* se reconnaissent aisément.

Attendu, disaient les délégués, que nous sommes tous venus dans cette partie de l'Amérique avec un seul objet et un seul but, à savoir d'accroître le royaume de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de jouir purement et paisiblement des libertés de l'Évangile..., nous considérons que nous avons l'obligation morale de former sans délai la présente association entre nous, pour nous secourir et nous entr'aider mutuellement dans toutes nos entreprises, en ce qui concerne la religion, comme à tous autres égards.

La onzième clause du contrat mérite de retenir particulièrement l'attention, car elle détermine très nettement quelles sont les restrictions apportées dans l'intérêt commun à la liberté individuelle de chacun des contractants :

Il est de plus convenu que si l'un quelconque des Confédérés enfreint d'une manière quelconque les présents articles, ou se conduit en quoi que ce soit de façon à nuire à l'une quelconque des autres organisations, une telle infraction sera examinée et réglée par les commissaires délégués des autres groupements, de telle façon qu'à la fois la paix et la présente confédération soient préservées dans leur intégrité et sans violation.

Chacune des colonies composant la Confédération conservait donc sa pleine et entière indépendance en ce qui concernait ses affaires intérieures; mais, dans ses rapports avec les autres colonies, chaque associé devait obéir à la loi

suprême du groupement : maintenir la paix et l'existence même de la Confédération (*that both peace, and this present Confederation may be entirely preserved without violation*). Cette conception des rapports réciproques des groupements sociaux, unis et égaux à l'intérieur d'un groupement plus étendu, subordonnés seulement en ce qui concerne l'intérêt commun à l'expression de la volonté commune, formulée par une assemblée élue et appliquée par des commissaires élus, c'est déjà, plus de cent ans avant la *Déclaration d'Indépendance*, toute la conception gouvernementale des États-Unis.

Il serait également facile d'y retrouver déjà formulés les principes qui ont guidé l'esprit du Président Wilson, quand, récemment, il a tracé une esquisse d'une société des nations. Si, parlant au nom de la nation tout entière et, en un certain sens, au nom des Alliés, il a revêtu sa pensée d'une forme laïque, n'avait-il pas aussi comme objet « d'accroître le royaume de Notre-Seigneur Jésus-Christ » sur la terre, quand, il y a quelques mois, il formulait ainsi les buts de guerre des Alliés :

Une puissante nation militaire ou un groupe de nations peuvent-elles déterminer le sort des peuples sur lesquels elles n'ont d'autre droit de régner que le droit que confère la force?

Des nations puissantes seront-elles libres d'opprimer des nations faibles et de les assujettir? Des peuples devront-ils continuer à subir la volonté d'autrui et ne pourront-ils point faire entendre leur propre volonté? Réalisera-t-on un idéal commun pour tous les peuples, toutes les nations, ou le puissant pourra-t-il continuer à agir comme il le voudra et faire souffrir le faible sans réparations? Est-ce que la revendication du droit sera aléatoire ou y aura-t-il une entente commune pour rendre obligatoire l'observation du droit commun?

Le lien commun qui doit unir aujourd'hui les nations du monde civilisé, résulte, avant tout, d'un idéal commun et d'une croyance commune dans les principes qui constituent la fondation même de notre civilisation. C'est aussi un idéal et un idéal tout proche du nôtre qui avait conduit les colons de la Nouvelle-Angleterre à s'unir en une confédération. Ils désiraient s'unir non seulement pour être plus forts et trouver les uns chez les autres un appui réciproque; mais ils voulaient, avant tout, maintenir et étendre la plus haute forme de civilisation qu'ils pussent concevoir et qu'ils trouvaient exprimée dans l'Évangile et en jouir « in purity with peace » selon les lois de la morale et de la religion et dans un monde paisible.

Le même désir d'ordre et d'organisation uni à un idéal analogue devait se manifester de façon

encore plus claire, quand, un siècle plus tard, les colonies anglaises se mirent d'accord sur le *Plan d'une union projetée entre les colonies pour leur défense et sécurité mutuelles* (1754). La *Déclaration des Colonies-Unies*, rédigée par Jefferson et signée le 6 juillet 1775, devait marquer une étape nouvelle dans la même voie :

Le respect que nous devons à notre grand Créateur, y disait-il, les principes de l'humanité, la voix du sens commun doivent convaincre tous ceux qui réfléchissent sur ce sujet que le gouvernement a été institué pour le bien de l'humanité et doit être réglé en vue de cet objet.

C'est là une déclaration de fait et non une déclaration de principe. Il ne s'agissait pas d'introduire un corps de doctrines nouvelles dans un ancien organisme, mais de préserver une situation déjà existante, un état de choses que chacun pouvait constater et dont l'origine remontait aux jours du *Mayflower* et de la Confédération des Colonies de la Nouvelle-Angleterre. Il s'agissait, avant tout, de faire reconnaître le principe que le gouvernement avait pour objet non pas d'imposer une loi arbitraire, mais de déterminer les mesures nécessaires au bien général et à l'amélioration du sort commun, « better ordering ». Si, dans la phraséologie de Jefferson, il est facile de reconnaître

l'influence des philosophes du XVIII[e] siècle, ce n'est pas d'eux, mais bien des *Pilgrim fathers*, qu'il avait reçu l'essence même de sa doctrine et sa conception gouvernementale.

Après avoir tout fait pour maintenir des rapports amicaux avec la mère patrie, les descendants des colons puritains se voyaient contraints de prendre les armes pour défendre leur idéal politique. Les paroles prononcées à cette occasion par Jefferson pourraient avoir été prononcées hier; les sentiments qu'il exprimait alors sont ceux qu'éprouve aujourd'hui la majorité du peuple américain.

Nous ne combattons ni pour la gloire, ni poussés par l'esprit de conquête. Nous offrons à l'humanité le spectacle sans précédent d'un peuple attaqué par des ennemis qu'il n'a pas provoqués, et sans que nous puissions être soupçonnés de la plus légère offense. Sur la terre où nous sommes nés, pour défendre la liberté que nous avons reçue au berceau et dont nous avons joui jusqu'à ce que, récemment, elle ait été violée, pour protéger nos biens acquis par l'honnête industrie de nos pères et de nous-mêmes, pour résister à la violence qui nous menace, nous prenons aujourd'hui les armes. Nous ne les déposerons que le jour où nos agresseurs cesseront les hostilités et que tout danger de les voir se renouveler aura disparu, mais pas avant.

C'est presque dans des termes identiques que,

dans son message à la Russie, le Président Wilson précisait, le 9 juin 1917, les buts de guerre des États-Unis :

L'Amérique, disait-il, ne cherche ni profit, ni agrandissement de son territoire. Elle ne combat pour acquérir aucun avantage, ni pour mener à bien des projets qui ne serviraient qu'à son propre bien. Elle combat pour libérer sur toute la terre les peuples de la menace des forces de l'autocratie.... Nous combattons pour la liberté, pour le droit des peuples de choisir leur gouvernement et de se développer librement; et tous les détails du règlement de compte qui terminera cette guerre doivent être déterminés en vue de cet objet.

La ressemblance entre les paroles du vieux démocrate qu'était Jefferson et celles prononcées plus récemment par le Président actuel des États-Unis apparaît de façon encore plus frappante dans le discours prononcé le 6 avril 1918 à Baltimore, en réponse au défi de l'Allemagne :

Il n'y a qu'une réponse possible : la force, la force jusqu'au bout, la force sans restrictions et sans limites, la force honnête et triomphante qui fera du droit la loi du monde et abattra dans la poussière tous les gouvernements égoïstes.

Une fois de plus, à travers plus d'un siècle et demi, dans des circonstances entièrement différentes en apparence, nous pouvons constater une

unité de doctrine supérieure aux modifications ethniques subies par le peuple des États-Unis et une preuve de plus de la stabilité de la tradition américaine.

Un an plus tard, la *Déclaration d'Indépendance* allait définir encore plus nettement la conception gouvernementale du peuple américain. Cette déclaration où l'influence de la philosophie du XVIIIe siècle est si évidente et qui a si fortement marqué de son empreinte la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, continue cependant la tradition américaine des *Pilgrim fathers*. Les principes reconnus et proclamés par les signitaires de la *Déclaration d'Indépendance* étaient les principes mêmes qui avaient permis aux colons du *Mayflower* de s'organiser en société civile et politique au lieu de s'éparpiller dans le désert. La conception de la vie puritaine, apportée par les fondateurs de la doctrine américaine, s'est élargie; mais le fond est resté le même et ces deux documents, rédigés à plus de cent cinquante ans d'intervalle, reflètent le même idéal social.

Nous considérons que ces vérités sont évidentes par elles-mêmes, disaient en 1776 les représentants des treize états unis d'Amérique, que tous les hommes naissent égaux, qu'ils reçoivent de leur Créateur certains droits inaliénables, au nombre desquels il faut compter : la vie, la liberté et le droit

de chercher à atteindre le bonheur. Pour assurer ces droits, des gouvernements qui dérivent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés, ont été institués parmi les hommes.

La ressemblance avec le contrat signé à bord du *Mayflower* est encore plus marquée dans la déclaration de principes qui précède les articles de la Constitution de 1787, dont les dispositions essentielles subsistent encore dans la constitution américaine d'aujourd'hui :

Nous, peuple des États-Unis, dans le but de constituer une union plus complète et de faire régner la justice, de maintenir la paix intérieure, de prendre des mesures pour notre défense commune, de servir la cause du bien général et d'assurer les bienfaits de la Liberté pour nous-mêmes et pour nos enfants, ordonnons et établissons la constitution suivante pour les États-Unis d'Amérique.

On ne saurait trop insister sur la forme de cette déclaration, émanée directement du peuple et non pas venue d'en haut, proclamée, non en vue d'atteindre un idéal lointain et d'instaurer un nouvel ordre de choses, mais pour maintenir et élargir un ordre de choses déjà existant. La *Déclaration d'Indépendance* de 1776, pas plus que la Constitution de 1787, n'avait introduit dans les colonies unies, à partir de cette date constituées en États-Unis, aucun principe nouveau et surtout

n'avait rien détruit. L'une comme l'autre sont l'expression du même idéal et des mêmes tendances qui avaient conduit les premiers colons à former leur petite société « dans le désert ». L'une et l'autre contenaient sous une forme plus explicite et étendue à un plus large groupe la même doctrine de l'indépendance de l'individu dans l'état, de l'état dans l'Union, alliée à un principe supérieur d'interdépendance ou de subordination de l'individu au groupe.

Une telle discipline ne pouvait atteindre son complet développement que dans un pays neuf où l'intérêt particulier se trouvait rarement en conflit avec l'intérêt général. Il s'en faut cependant que cette doctrine essentielle de l'américanisme ait été acceptée sans résistance.

Nous avons vu que, dès l'origine, le problème s'était posé aux passagers du *Mayflower*. Dès ce moment, la contradiction entre deux conceptions différentes de la liberté s'était nettement manifestée : les uns désirant rompre l'association et travailler chacun pour soi, les autres préférant conserver une association où tous trouveraient à vivre suivant un idéal commun, en se soumettant à des lois communes. Le conflit se renouvela à diverses périodes de l'histoire des États-Unis. Dans toutes les circonstances critiques, cepen-

dant, une grande voix s'est toujours élevée pour proclamer et définir à nouveau la doctrine traditionnelle établie par le *Pilgrim fathers.*

Les difficultés se manifestèrent dès le début. George Washington avait un sens politique trop pénétrant pour ne pas percevoir que le danger principal menaçant le pays provenait des tendances séparatistes qui se manifestaient de tous côtés. Il savait mieux que personne combien avaient été longs et pénibles les débats qui avaient préparé la Constitution de 1787 ; aussi, dans le message qu'il adressa au peuple américain à la veille de quitter le pouvoir, en septembre 1796, crut-il devoir insister sur la nécessité impérieuse de maintenir l'union entre les différents états :

L'unité de gouvernement qui fait de vous un seul peuple vous est chère, disait-il. C'est le principal support de l'édifice de votre véritable indépendance, le support de votre tranquillité à l'intérieur, de votre sécurité, de votre prospérité, de cette liberté même à laquelle vous attachez tant de prix.

Malgré les sages avis du premier président des États-Unis, les difficultés ne tardèrent pas à se manifester entre les états et le gouvernement fédéral, et continuèrent jusqu'à la Guerre de Sécession. A plusieurs reprises, les défenseurs du fédéralisme eurent l'occasion de préciser la doc-

trine américaine. Le grand orateur américain Webster, dans la controverse qu'il entama avec Haynes, donna peut-être l'analyse la plus complète de la situation et définit avec précision la nature des rapports que les états devaient entretenir avec le gouvernement national. Il s'efforça de démontrer que les États-Unis ne forment pas à vrai dire une confédération d'états, et que le gouvernement fédéral ne tire pas sa souveraineté des états. « La souveraineté des États-Unis émane directement du peuple de même que chaque gouvernement local et chaque gouvernement d'état émane directement du peuple et de la même façon. Ce gouvernement est le gouvernement du peuple, établi par le peuple, fait par le peuple et responsable seulement devant le peuple » (janvier 1830).

Encore plus net devait être, deux ans plus tard, le Président Andrew Jackson dans sa proclamation à la Caroline du Sud :

La constitution des États-Unis a établi un gouvernement et non une ligue. C'est un gouvernement dans lequel le peuple tout entier est représenté et qui agit directement sur le peuple et non sur les différents États qui ont conservé tous les pouvoirs auxquels ils n'ont pas expressément renoncé. Mais chaque état, s'étant expressément dépouillé des pouvoirs nécessaires à la constitution de la nation, ne peut pas posséder le droit de sécession, car une telle

sécession aurait pour effet non de mettre fin à une ligue, mais de détruire l'unité de la nation. Toute atteinte à cette unité constitue non seulement l'infraction qui est commise chaque fois que l'on manque à un contrat, mais une atteinte à l'Union tout entière. Dire qu'un État quelconque peut à son gré se retirer de l'Union, c'est admettre que les États-Unis ne constituent pas une nation (1832).

Ainsi se trouvait posée la question qui, trente ans plus tard, devait mettre aux prises le Nord et le Sud. La guerre civile a été en effet tout autre chose qu'une lutte entre abolitionnistes et esclavagistes ; il s'agissait pour les États-Unis de résoudre une fois pour toutes le problème qui s'était posé une première fois aux passagers du *Mayflower*, il s'agissait du salut même de l'Union. Aussi s'explique-t-on l'attitude prise par le Président Lincoln dès qu'il prit possession du pouvoir. Ses opinions antiesclavagistes étaient connues, mais il fut élu comme défenseur de l'Union et non comme antiesclavagiste. « Je fais ce que je fais à l'égard de l'esclavage et de la race noire, écrivait-il à un de ses amis, parce que je crois ainsi travailler à préserver l'Union. Je refuse au contraire de faire certaines choses parce qu'à mon avis elles ne contribueraient pas à sauver l'Union. L'objet qui domine dans mon esprit, c'est de sauver l'Union et non de détruire ou de sauver l'escla-

vage. » (*Lettre à Horace Greeley*, rédacteur du *New-York Tribune*, 22 août 1862.)

Il est bon de se reporter à ces paroles et de se souvenir de l'attitude de Lincoln à l'égard de l'esclavage si l'on veut expliquer et comprendre comment les États-Unis, en tant que gouvernement, n'ont pas cru devoir intervenir dès les premiers jours de la guerre. On comprendra mieux que le Président Wilson ait adressé aux gouvernements alliés aussi bien qu'à l'Allemagne la fameuse note de décembre 1916 et demandé à chacun des groupes de belligérants de déclarer leurs buts de guerre. Il s'agissait en effet dans sa pensée, non de venir au secours de la Belgique et de la France, quelles que fussent les sympathies du peuple américain pour la Belgique et pour la France, mais d'intervenir avant tout du côté du droit, de rendre clair aux yeux du peuple entier que le principe du gouvernement du « peuple, pour le peuple et par le peuple » était menacé dans le monde entier par l'autocratie militaire germanique. En déclarant la guerre à l'Allemagne et en se rangeant du côté des Alliés, les États-Unis sont restés fidèles à la tradition des passagers du *Mayflower*. Devenus par les circonstances mêmes de la vie moderne membres de la communauté des nations, forcés de participer à la vie générale de l'humanité, ils ne pou-

vaient faire autrement que de faire rentrer dans l'ordre et dans la loi les éléments anarchiques qui menaçaient l'existence de l'humanité tout entière. En le faisant, ils n'ont fait que donner une application nouvelle au principe qui guidait les *Pilgrim fathers* quand ils rédigeaient leur fameux « contrat » en vue des côtes du Massachusetts et, comme eux, ils avaient avant tout pour objet d'établir un ordre meilleur, *a better ordering*.

C'est ainsi qu'à travers trois siècles d'histoire, en dépit des changements apportés par des querelles intérieures, malgré les transformations opérées par les nouveaux venus dans la composition ethnique du peuple des États-Unis, il est possible de suivre la ligne ininterrompue de la doctrine de l'américanisme. Chez tous les Américains qui ont parlé pour la nation, nous avons pu constater un même respect des droits de l'individu, allié à un souci constant de faire prévaloir l'ordre et la discipline sociale. Chez tous aussi, nous aurions pu montrer l'existence d'un idéal élevé qui, tout d'abord exclusivement religieux, s'est peu à peu dépouillé de tout caractère confessionnel pour devenir plus largement humain. Ce peuple jeune et qui aime volontiers à se vanter de sa jeunesse, a encore aujourd'hui une conception morale des rapports de l'individu et de la société, vieille de

près de trois siècles. Il a ainsi fait preuve, à travers toute son histoire, d'une fidélité à une règle de conduite acceptée une fois pour toutes et d'un esprit de continuité que les vieilles nations de l'Europe peuvent lui envier.

CHAPITRE III

L'INDIVIDUALISME AMÉRICAIN

Le sentiment de loyauté à l'égard du groupe que nous avons pu constater dès les premiers moments de l'américanisme, explique le caractère particulier qu'a pris l'individualisme aux États-Unis. Il n'est pas de peuple qui soit plus jaloux de son indépendance et de sa liberté individuelle ; il n'en est peut-être pas non plus qui se plie plus docilement à des réglementations qui, tout d'abord, paraissent inutiles et même vexatoires.

Cette contradiction apparente peut aisément s'expliquer si l'on se souvient que l'individualisme américain est, avant tout, un individualisme social qui ne trouve son expression entière que dans un groupe déterminé et ne peut se développer en dehors du groupe.

A cet égard, l'histoire des États de l'Ouest,

encore toute proche de nous, est des plus significatives. Parmi les chercheurs d'or qui, au milieu du XIX[e] siècle, se trouvèrent rassemblés sur la côte du Pacifique, on aurait pu trouver de nombreux aventuriers, des naïfs, de fort honnêtes gens et un certain nombre d'individus sans scrupules et sans préjugés. Toute une société en miniature, où l'élément agressif dominait, avait été jetée, comme en une île lointaine, dans un pays aux communications rares, où n'existait aucune forme de gouvernement. Cette population où Espagnols, Français, Allemands, Écossais, Irlandais et Américains de vieille souche se trouvaient mélangés, n'offrait qu'une ressemblance très lointaine avec les pieux passagers du *Mayflower*. On ne saurait imaginer une collection plus complète d'individualités plus marquées et plus violentes.

La période d'anarchie proprement dite fut cependant très courte. Du jour où certaines individualités mirent la vie du groupe en danger, les mesures les plus radicales furent prises pour réprimer les *outlaws*. Grâce aux *Vigilantes*, organisation de citoyens qui, en l'absence de tout pouvoir régulièrement constitué, prenaient sur eux d'expulser du groupe et, au besoin, d'expulser sommairement les individus qui présentaient un danger pour la sécurité commune, la Californie

devint bientôt l'état le mieux policé et le mieux ordonné de toute l'Union. Les jours des *Vigilantes* sont passés et le besoin d'organisations de ce genre ne se fait plus sentir; on voit cependant encore, de temps à autre, des organisations analogues se constituer spontanément, dans les occasions où l'ordre est troublé par des éléments dangereux et où les forces régulières sont impuissantes à défendre la communauté. Moins qu'ailleurs, aux États-Unis, l'individualisme ne doit pas être confondu avec l'absence d'ordre; il n'a point pour idéal de permettre à l'homme de vivre sans autre loi que son bon plaisir. Autant l'organisation de la société américaine encourage l'initiative, la responsabilité et le *self-government*, autant l'individualisme anarchiste et égoïste est considéré comme un véritable crime social.

On ne peut concevoir en effet que l'individu cherche à vivre sa vie en dehors de ses semblables et sans participer à leur vie. Aussi se défie-t-on instinctivement des nouveaux arrivants qui n'appartiennent encore à aucun groupe déterminé et que l'on a de la difficulté à cataloguer et à juger. C'est de ce sentiment que provient en grande partie l'attitude de certains Américains à l'égard de l'immigration considérée comme un mal dont on déplore la nécessité. Le nouvel arrivant exprime-

t-il au contraire le désir de se faire naturaliser et de devenir citoyen américain après le temps réglementaire, l'attitude change immédiatement. De ce jour, on lui fait pleine confiance, quel que soit son accent ou sa patrie d'origine ; il est adopté et traité en égal dans le nouveau groupe national auquel il s'est librement affilié.

Ce désir d'appartenir à un groupe, de se réunir en commun et de travailler en commun à la réalisation d'un idéal ou d'un programme, se retrouve chez tous les Américains. Il n'en est guère qui n'appartienne à un ou plusieurs groupements nettement déterminés. S'il ne fait partie d'aucun club ou d'aucun syndicat, il sera à tout le moins membre d'une église ou du Y. M. C. A. local. On le verra à l'Université chercher à s'affilier à une société, entrer dans une « fraternité » et en arborer les insignes. Dès son enfance, entendant prêcher la vertu de l'effort commun, il participera à la vie d'une organisation, *boys-scouts* ou école du dimanche ; il entrera en contact avec ses semblables, se pliera avec fierté à la loi commune et à la discipline du groupe, et subira fortement son empreinte.

Cette nécessité d'appartenir à un groupe, sous peine de périr ou tout au moins de ne pouvoir se développer pleinement, aurait pour résultat dans

un pays fortement centralisé et organisé d'étouffer l'individualisme. L'Amérique a pu échapper à ce danger grâce aux conditions particulières dans lesquelles elle se trouve placée.

Dans un pays aussi vaste et relativement aussi peu peuplé, l'individu trouve un milieu infiniment plastique et constamment variable. Le groupe n'intervient, pour régler sa conduite et limiter son initiative, que dans des cas extrêmement rares et, en théorie au moins, seulement quand l'existence du groupe est en danger. Les relations de l'individu et du groupe social auquel il appartient, sont fort analogues à celles qui existent entre le gouvernement fédéral et les États de l'Union. Ces derniers n'ont abandonné qu'une partie de leur souveraineté; ils règlent par eux-mêmes et sans contrôle extérieur leur budget, établissent leurs impôts, votent leurs lois, ordonnent des travaux publics, sans qu'à aucun moment le Congrès intervienne. Il en est de même des plus petites municipalités qui jouissent de pouvoirs infiniment plus étendus que les communes françaises et choisissent librement le régime administratif qui leur convient. En pratique et dans des circonstances normales, l'influence de la capitale est très faible et Washington semble infiniment éloigné. Bien que le gouvernement fédéral soit armé de pouvoirs

considérables, l'initiative des plus petits groupes reste presque entière et, dans chacun des groupes, chaque individu a conscience d'être pleinement libre.

La liberté individuelle est d'autant plus grande que, si l'individu ne peut se révolter contre la loi fondamentale du groupe auquel il appartient, il peut au moins choisir son groupe par lui-même et en changer aussi souvent qu'il lui convient. Il n'a pas à déterminer une fois pour toutes la ligne qu'il suivra pendant le reste de sa vie. Dans un pays où la fortune s'offre non pas une fois, mais dix fois à chaque homme, où la richesse héréditaire est un fait tout récent, l'individu se sent maître de sa destinée. Il n'est pas arrêté à la veille de faire son choix par la crainte paralysante de commettre une erreur irréparable et de manquer sa vie. Il sait qu'il ne sera pas, dès la vingtième année, irrémédiablement pris dans un engrenage social qui ne le lâchera plus. Il a pleine conscience au contraire qu'il peut expérimenter avec la vie. Il sait qu'il peut réussir et qu'il ne dépend que de lui de réussir; il sait également qu'il peut toujours se relever, s'il vient à tomber dans la lutte, changer de profession, changer de ville ou changer d'état, tourner une nouvelle page et recommencer une nouvelle vie.

Les exemples abondent autour de lui. Il a toujours présente à l'esprit la carrière des grands Américains qui ont réussi. Il a vu de son village même sortir des hommes qu'ont illustrés leurs inventions. Il sait que Lincoln a passé son enfance dans la misère, qu'un grand poète comme Whittier a, jusqu'à seize ans, vécu sur la ferme de ses parents et pris sa part des rudes travaux des champs. Edison a vendu des journaux, et les milliardaires américains ont, en général, débuté de la façon la plus modeste, depuis Andrew Carnegie jusqu'à Charles Schwab. Il sait aussi qu'ils n'ont été aidés ni par la fortune reçue de leurs parents, ni par de hautes relations, qu'ils sont véritablement les fils de leurs œuvres, et qu'il ne dépend que de lui de réussir également. Ces exemples animent les plus humbles d'une émulation constante, car, si tout citoyen américain peut, d'après la Constitution, devenir président des États-Unis, aucun préjugé héréditaire ne peut l'empêcher de devenir un Carnegie, un Rockefeller ou un Edison.

Aussi l'initiative de l'individu reste-t-elle entière. Grâce au machinisme qui diminue la durée de l'apprentissage nécessaire à l'exercice d'un métier, il peut changer de profession dans un minimum de temps, et la machine, loin de l'as-

servir, ne fait ainsi qu'augmenter sa liberté et l'étendue de son action. Il peut avoir une invention nouvelle, appliquer un nouveau procédé, proposer une nouvelle idée sans crainte de se voir arrêter par des objections routinières. Il lui suffira de trouver quelque chose de nouveau, de faire mieux qu'un autre la plus humble tâche ou de perfectionner le plus humble objet, ne fût-ce qu'une souricière, comme le disait un jour avec *humour* un philosophe américain, pour que le succès lui arrive et que le monde apprenne le chemin de sa maison.

Aussi l'individu n'éprouve-t-il aucune jalousie à l'égard de ceux qui ont réussi mieux qu'il n'a encore su le faire; il est soutenu par l'espoir constant de réussir un jour lui aussi et d'avoir sa « chance ». Il n'admettrait cependant pas que rien vînt lui enlever cette chance et cette possibilité de réussite. S'il accepte, suivant son tempérament, avec résignation, mauvaise humeur ou en souriant, les règlements qui l'empêchent dans certains états de chasser et de pêcher le dimanche, ou de consommer des boissons alcooliques même avec modération, il n'acceptera pas de vivre dans une société où chaque individu n'aurait pas les mêmes droits, les mêmes chances de réussir et d'exercer ses droits, la même facilité de se développer sui-

vant ses facultés. C'est au nom de ce principe que les femmes américaines ont obtenu dans beaucoup d'États leur émancipation politique et acquis le droit de vote. C'est au nom du même principe que chaque individu doit avoir une chance égale, que l'opinion publique condamne le « double standard », le double code de moralité qui permet à l'homme dans la société moderne plus de liberté et même plus de licence morale qu'à la femme et qui, par conséquent, place la femme dans une situation d'infériorité. Les femmes, comme les hommes, font partie d'un même groupe social et dans ce groupe social doivent jouir des mêmes droits. Aucune tradition, aucun préjugé ne saurait prévaloir contre ce sentiment de *fair play* qui se trouve à la base même de l'individualisme américain.

La soumission à la loi du groupe, la reconnaissance comme loi suprême de l'intérêt général a pour corollaire le pouvoir qu'a tout individu de modifier le milieu dans lequel il vit et qu'il a librement choisi. Il ne s'agit pas en effet pour lui d'obéissance aveugle à un pouvoir supérieur et anonyme, à une sorte de tyrannie collective. L'individu lui-même participe, à tous les moments, activement, à l'existence sociale et choisit lui-même les pouvoirs auxquels il obéira. Il consent

à donner des pouvoirs énormes au Président des États-Unis; mais il tient à ce que le chef du pouvoir exécutif soit élu directement par le peuple et ne tienne ses pouvoirs que du peuple. Il tient à élire au suffrage direct ses magistrats municipaux, ses juges, le chef de la police, le percepteur, les répartiteurs des impôts et le fonctionnaire chargé de diriger l'enseignement dans chaque ville. Il tient même, et cette tendance se remarque particulièrement dans l'Ouest, à garder le pouvoir de révoquer ou de rappeler à un moment quelconque (*recall*) le fonctionnaire élu qui lui semble ne pas s'acquitter à sa satisfaction de la charge qui lui a été confiée.

Ce système qui consiste à décider par le suffrage direct de la plupart des questions qui intéressent la communauté, présente parfois de grands inconvénients au point de vue pratique. Au moment des élections, l'électeur peut avoir à décider sur plus de cent questions différentes, le cas s'est présenté fréquemment; il peut n'être pas en position d'arriver sur une foule de questions à une opinion intelligente. Il n'en est pas moins certain qu'il prend ainsi plus nettement conscience du rôle qu'il joue dans la société et ne délègue à ses représentants que le minimum de ses droits.

Le fait même qu'il sait qu'à tous les moments

il reste partie active du groupe auquel il s'est associé et qu'il a le pouvoir de modifier ce groupe, développe chez le citoyen américain un genre de fierté tout particulier. Loin de se sentir opprimé par la communauté, il prend plaisir à vanter la prospérité du groupement dont il fait partie. En aucun autre pays du monde, la population n'est moins fixée ; en aucun autre pays du monde, le citoyen ne quitte plus facilement l'État où il est né, la ville où ses parents ont vécu pour aller à des centaines de lieues établir un nouveau foyer. Nulle part ailleurs cependant, le patriotisme local ou professionnel n'est plus développé, et nulle part ailleurs il ne se manifeste de façon plus active.

Un individu ne se sent pleinement satisfait d'appartenir à un groupe déterminé ou heureux d'habiter une ville déterminée que s'il peut se dire et répéter aux autres que son association ou sa ville sont supérieures, au moins en un point donné, à toutes les villes et à toutes les associations. Chaque étudiant aime à exalter dans un chant approprié la gloire et l'excellence de son université ; chaque université est fière de l'emporter sur les universités voisines, ne fût-ce que par son équipe de *base ball* ou de *foot-ball* et, à travers la vie, les anciens élèves conservent une touchante loyauté

à leur *alma mater*. De même, il n'est pas de ville qui ne se vante de posséder un plus bel hôtel des postes, une plus belle bibliothèque, un plus grand nombre d'habitants que la ville voisine et, si cette satisfaction lui est enlevée, elle déclarera à tout le moins que l'avenir lui réserve un développement infiniment plus considérable. Les orateurs populaires savent flatter cette tendance; il est peu de discours politiques où l'on ne déclare que la ville particulière où l'on parle est la plus glorieuse ville du plus glorieux État de l'Union. Ces exagérations qui flattent la conscience populaire, ne la trompent pas entièrement, et l'on aurait tort de croire que les Américains sont aussi facilement dupes de ces paroles dorées; ils savent faire la part de la chaleur communicative des assemblées populaires, mais n'en conservent pas moins au fond de leur esprit la ferme confiance que, si le tableau ainsi tracé est quelque peu embelli et trop optimiste pour correspondre à la réalité présente, il peut un jour se réaliser, et bien souvent les faits viennent confirmer leurs ambitions.

En temps normal, ce provincialisme peut se manifester de façon presque puérile. On a vu tout récemment que le patriotisme local pouvait servir de fondement à des manifestations plus importantes. Le gouvernement en a reconnu le principe

officiellement en assignant à chaque ville une quote-part dans les différents emprunts, dans le nombre des soldats à envoyer à l'armée, dans les souscriptions pour la Croix-Rouge. Dans chaque communauté même, chaque association professionnelle, chaque usine, chaque club s'est vu assigner une quote-part, et une rivalité patriotique intense s'est immédiatement manifestée. Chaque citoyen mettant son amour-propre à appartenir à la communauté qui, en proportion de ses moyens, a fait le plus, travaille de tous ses efforts à augmenter le chiffre des souscriptions et fait la chasse aux abstentionnistes ou *slackers*. En d'autres pays, en d'autres circonstances, une telle pression exercée sur les individus pourrait sembler de l'arbitraire et amener une diminution de la liberté personnelle. Aux États-Unis, c'est une des formes mêmes de l'individualisme, car, en travaillant pour le groupe, chaque individu sent qu'il travaille pour une organisation qu'il a contribué à créer, à laquelle il s'est associé librement et qu'il peut modifier. Il sent que le respect qu'il a pour lui-même et que les autres ont pour lui, s'accroît dans la mesure même où le groupe auquel il appartient fait preuve d'un esprit de sacrifice plus grand, et il emploie tous ses efforts à travailler à l'œuvre commune.

En pratique, on le voit donc, le groupe intervient bien plutôt pour pousser à l'action individuelle que pour refréner cette action. Il n'intervient que rarement pour retarder ou réprimer un mouvement. Dans l'histoire récente des États-Unis, des cas se sont cependant présentés où le groupe s'est senti mis en danger par le développement démesuré de certaines individualités ou de certaines organisations.

Du jour où l'alcoolisme a été présenté comme un danger social qui non seulement diminuait la résistance physique de l'individu, mais encore le poussait au crime et au paupérisme, un mouvement prohibitionniste s'est dessiné dans tout le pays. Il a déjà eu pour résultat d'interdire temporairement, à partir du premier juillet 1919, la vente et la fabrication des boissons alcooliques sur toute l'étendue du territoire des États-Unis et aboutira probablement à une interdiction permanente.

Le mouvement d'opinion contre les trusts a une origine analogue. Les trusts ont pu se développer et s'étendre pour rassembler, fabriquer et distribuer certains produits, jusqu'au moment où il a paru dangereux de laisser une telle puissance entre les mains d'un petit nombre d'individus qui ne représentaient pas le peuple et sur lesquels les

citoyens ne pouvaient exercer aucun contrôle direct. Les rois de l'acier, du pétrole, du cuivre, les *packers* de Chicago ont amassé d'immenses fortunes sans susciter de jalousies personnelles. La guerre faite aux trusts n'est point dirigée contre ces individualités qui ont profité des chances qui leur étaient offertes, mais bien contre les organisations qu'ils ont créées et qui risquent de devenir un état dans l'état. Aussi le gouvernement fédéral, c'est-à-dire les représentants directs de la souveraineté populaire, a-t-il pu, au lendemain de la déclaration de guerre, mettre la main sur les chemins de fer, les téléphones, les mines, les chantiers de construction, les usines frigorifiques de Chicago avec l'assentiment presque unamine du peuple.

En bien des cas, les mesures ainsi prises au nom du groupe et dans l'intérêt du groupe peuvent sembler oppressives et subites. Elles ne tiennent aucun compte des intérêts acquis et, du jour au lendemain, une industrie prospère peut être détruite, un individu peut avoir à recommencer sa vie par le fait qu'une nouvelle loi a été votée. Dans tout autre pays que les États-Unis, et, en particulier, dans un pays où les institutions sont fermement établies, des changements aussi radicaux seraient impossibles. Ils s'effectuent

cependant sans convulsions sociales et sans troubles. Si toutes les ressources imaginables sont mises en œuvre pour empêcher la loi d'être votée, l'agitation cesse du jour où elle est mise en vigueur et l'individu se soumet à la règle et à la discipline du groupe avec un minimum de résistance.

Cette conception particulière de l'individualisme explique, au moins en partie, l'intervention de l'Amérique dans la guerre actuelle.

Il a fallu longtemps aux États-Unis pour se sentir solidaires d'un groupe de belligérants. Par tradition historique, par suite de conditions économiques particulières, le peuple américain avait longtemps refusé de prendre part à la vie internationale. Une longue préparation a été nécessaire pour qu'il comprît qu'il appartenait au même groupe moral que les alliés. Un jour cependant est arrivé où les liens qui rattachaient les États-Unis aux « libres nations du monde » se sont fait sentir avec toute leur force et où l'Allemagne est apparue comme un membre dangereux et rebelle de la grande famille humaine. Fort habilement, à l'origine de la guerre, l'Allemagne avait fait appel à l'esprit de *fair-play* du peuple américain en réclamant sa « chance » dans le monde et sa place au soleil. Elle s'était présentée comme une

nation dont le libre développement était entravé et étouffé par des jalousies mesquines, dont l'avenir était mis en danger par la menace de la Triple Entente. Défendue par d'habiles propagandistes, cette théorie a tout d'abord troublé et fait hésiter certaines consciences américaines. Elles n'ont cependant pas tardé à se ressaisir quand les faits mêmes ont démontré que l'Allemagne se refusait à accorder aux autres nations la liberté qu'elle réclamait pour elle-même et qu'elle s'est ainsi mise elle-même hors la loi. Un phénomène analogue à celui que nous avons constaté au début de l'histoire de la Californie s'est alors manifesté sur toute l'étendue des États-Unis. Le peuple tout entier s'est constitué en un immense comité de *Vigilantes* pour faire rentrer dans la règle commune *the outlaw of nations* et supprimer le danger commun. Il s'agissait de faire régner entre les nations les règles qui déterminent les rapports des individus dans leurs relations journalières. Il fallait faire triompher un principe dont chaque citoyen américain a pu faire l'expérience personnelle : liberté individuelle dans le groupe et soumission à la loi commune.

CHAPITRE IV

L'IDÉALISME AMÉRICAIN

Comme l'individualisme, l'idéalisme a pris aux États-Unis une forme particulière. Il constitue un fait d'expérience plutôt qu'un ensemble de théories logiquement déduites. Si par idéalisme nous entendons simplement désir d'un état meilleur et effort toujours renouvelé pour atteindre cet état, le peuple américain tout entier est un peuple d'idéalistes.

A vrai dire, il n'a point placé son idéal si haut qu'il ne puisse l'atteindre, et n'en a pas rejeté la réalisation vers un avenir très lointain ou dans une survie dont la certitude ne s'impose pas. Il s'est donné pour objet cette recherche du bonheur, *pursuit of happiness*, dont parlaient les signataires de la *Déclaration d'Indépendance*, et, en un certain sens, a fait descendre l'idéal sur la terre.

Ce peuple qui a reçu des *Pilgrim fathers* une

forte tradition calviniste et dont les formes de vie sont encore marquées de puritanisme, a rejeté de sa vie le pessimisme puritain et l'a remplacé par un optimisme qui pénètre toute la nation. A la base même de l'idéalisme américain, qu'il s'agisse de l'idéalisme d'un Emerson ou de celui d'un *farmer*, que l'on étudie un industriel ou un homme d'état comme Lincoln ou Woodrow Wilson, se retrouve la même foi robuste dans les ressources de la nature humaine, la même croyance dans la vertu de l'effort, qui témoigne d'un optimisme foncier et d'une rare force de volonté.

C'est parce que l'individu est plus rarement qu'ailleurs arrêté dans l'exécution de ses projets que sa foi dans la possibilité de réaliser son idéal de bonheur est si fortement ancrée dans son esprit. Aussi l'idéalisme américain est-il étroitement apparenté à l'individualisme dont il n'est qu'une des manifestations.

Dans un pays où l'individu sait, par son expérience personnelle et par l'exemple de ceux qui l'entourent, que tout homme a non pas une chance unique, mais un nombre presque illimité de chances dans la loterie de la vie, le pessimisme ne saurait prévaloir. A vrai dire, l'élément de hasard étant presque entièrement éliminé, la vie cesse d'être considérée comme une loterie pour devenir

un jeu, *a game*, ou un sport où les qualités de l'individu peuvent trouver à se développer. L'essentiel est de jouer la partie en observant les règles, *the rules of the game*.

Une telle conception de la vie pourrait aisément conduire à un matérialisme grossier et brutal. Certains n'ont pas manqué d'accuser l'Amérique de n'avoir pas su éviter ce danger. Encore une fois cependant, le milieu et les traditions sont intervenus pour imprimer un élan et une direction au peuple tout entier qui, sous peine de mourir, ne peut s'endormir dans sa félicité présente.

Si le bonheur peut être atteint, il ne peut s'acquérir qu'au prix d'efforts constants et sa possession est toujours incertaine. La richesse elle-même, loin de se transmettre de générations en générations, est soumise à de nombreuses fluctuations. Tel qui est aujourd'hui millionnaire, peut avoir à recommencer demain tout l'édifice de sa fortune. Sauf dans des cas relativement rares, le vieux dicton américain est encore vrai : *from shirt sleeves to shirt sleeves*. L'homme qui commence sa fortune par son travail manuel et son industrie, peut espérer en transmettre le fruit à ses enfants. Il est fort probable cependant que la seconde génération reviendra à la condition de fortune des grands-parents. La vie aux États-Unis est donc

une lutte, mais c'est une lutte qui ne prend pas le caractère féroce qu'elle aurait dans une société primitive ou dans un milieu trop compact. C'est une lutte contre la matière et contre les forces aveugles de la nature bien plus qu'une lutte entre les individus composant la société.

L'économistè français Émile Chevalier qui voyageait aux États-Unis vers le milieu du siècle dernier, a fort justement comparé le peuple américain à une armée en marche. La solidarité, la loi commune acceptée par tous, la nécessité constante de reconnaître une discipline et un ordre sont, en effet, les caractéristiques d'une armée ; mais cette armée est foncièrement et entièrement pacifique puisque la lutte qu'elle a entamée et dont elle a pu sortir victorieuse, est la conquête d'un continent sur les forces du désert et de la solitude.

Un Harriman qui conçoit et exécute les chemins de fer transcontinentaux et réunit le Pacifique à l'Atlantique, un Edison qui, comme un sorcier, *a wizard*, multiplie les applications pratiques de l'électricité et fournit de nouvelles armes contre la matière, sont, à des titres différents, des vainqueurs et passent aux yeux du peuple pour de véritables héros. Le même sentiment de victoire est multiplié à l'infini ; il se reflète dans les moindres actions de la vie journalière et chaque

individu y participe. On en trouve une manifestation dans la fierté qu'a tout Américain de la vitesse de ses trains, de la hauteur de ses édifices, de la richesse de son pays qui, à ses yeux, sont autant de victoires remportées sur la matière inerte et la nature hostile, et non les symboles d'un matérialisme dangereux. En ce sens, le génie inventif des Américains, plus portés aux découvertes pratiques et aux applications immédiates qu'aux spéculations désintéressées, peut être considéré comme une preuve de plus de cet idéalisme particulier. Le peuple qui a plié les forces du Niagara à sa volonté, qui a érigé d'immenses digues et construit des réservoirs destinés à irriguer des déserts grands comme la moitié de la France, répète tous les jours ses victoires sur les forces aveugles de la nature et voit s'ouvrir devant lui, dans ce pays encore peu développé, une perspective illimitée de semblables victoires.

Aussi les Américains n'ont-ils le respect de la fortune que si cette fortune a été acquise dans de grandes entreprises. Il n'est pas de pays au monde où l'argent pris en lui-même ait moins de valeur qu'au pays des dollars. Si le mot dollar revient constamment dans les conversations et si les étrangers ont pu souvent s'y tromper, c'est que l'argent est moins considéré comme le signe de la

richesse et comme un privilège excitant la considération ou l'envie que comme une arme nécessaire pour mener à bien la conquête du continent et dominer la nature, mais non pas les hommes. Le capitaliste qui se borne à des spéculations ou à des opérations de banque, n'aura jamais aux yeux du peuple la gloire véritable dont il aime à entourer ceux qu'il appelle « les grands capitaines d'industrie », et l'institution la plus fréquemment dénoncée par les orateurs populaires est *Wall street*, le centre financier des États-Unis.

La tendance dominante de l'esprit américain n'est pas en effet le froid calcul et la recherche des prudentes combinaisons, mais l'imagination et le pouvoir de *vision*. Tout homme, pour échapper au bas matérialisme, doit avoir une « vision », se dévouer corps et âme à une grande idée ou à une grande entreprise. On lui pardonnera aisément sa richesse s'il a réussi à faire passer une ligne de chemin de fer à travers le désert, tracé les plans d'une ville qui s'élèvera un jour où poussent les cactus et les maigres palmiers des plaines, ou même, suivant le vieux proverbe, s'il a simplement fait pousser deux brins d'herbe où un seul poussait avant son arrivée. Un projet cependant n'a de chances de réussir que s'il frappe l'imagination populaire et que si l'entreprise paraît

grande. Sur l'immense quantité de ces projets gigantesques qui, tous les jours, prennent naissance et sont annoncés à grand fracas, beaucoup ne sont jamais réalisés. La plupart d'entre eux échouent et tombent promptement dans l'oubli. Une proportion suffisante subsiste cependant et permet de conserver intacte la foi de la masse dans la possibilité de nouveaux projets. Une très grande part de réalité entre ainsi dans ce que l'on appelle trop fréquemment le *bluff* américain, dans lequel il ne faut voir ni les exagérations d'une imagination à la Tartarin, ni le désir d'éblouir et de jeter de la poudre aux yeux, mais un acte de foi dans les forces et les ressources de la nature humaine et dans la puissance de la nation.

Si l'idéalisme américain ne se manifestait que sous cette forme et s'il trouvait son expression complète dans ces victoires remportées sur la matière, il ne serait guère qu'une sorte d'égoïsme supérieur. Il prend un caractère plus élevé quand il s'applique à la société tout entière et remporte ses victoires sur les forces du mal.

Ici encore, il est facile de retrouver l'influence d'une tradition ancienne. Les premiers Puritains n'avaient pas placé dans l'autre monde leur Jérusalem céleste. C'était dans les déserts de l'Amérique qu'ils comptaient réaliser l'organisation de

leur société théocratique et leur idéal de démocratie. Cette conception primordiale qui présida à la naissance de la petite colonie de Plymouth n'a pas été oubliée par les États-Unis. La religion elle-même, comme l'idéal, est redescendue sur la terre. « Mon royaume n'est pas de ce monde » est une pensée qui pouvait offrir quelque consolation dans les jours d'épreuve et dans des temps troublés. La majorité des individus ne pouvaient se résigner à rejeter dans l'autre monde la réalisation de l'idéal qu'ils avaient conçu. Convaincus, au contraire, que le millenium peut arriver sur la terre, un millenium qui ne ressemble en rien aux rêves de l'âge d'or, ils entendent se mettre à l'œuvre immédiatement et, comme les anciens Puritains, bâtir une société nouvelle. Il s'agit de réaliser avant tout, d'abord sur le territoire des États-Unis, puis dans le monde entier, les conditions qui permettront à l'homme de continuer en paix sa quête du bonheur. Le monde ainsi régénéré devra être avant tout un monde religieux, c'est-à-dire un monde moral. Aussi, la religion qui donne des armes puissantes dans la bataille engagée contre les forces du mal, prend-elle aux États-Unis un aspect pratique qui déconcerte les esprits à tendances plus mystiques. Elle est devenue un moyen bien plus qu'une fin en soi et,

quelle que soit la forme qu'elle prenne, les modifications qu'elle puisse subir dans les différentes sectes, elle conserve toujours son caractère dominant de moralité. Aussi, la religion semble-t-elle s'être proposé pour but d'améliorer le sort de l'homme sur cette terre autant et plus que de le préparer pour une autre vie. Elle s'attache avant tout à former en lui une forte structure morale, à le pénétrer de l'idée que le monde ne marche pas au hasard et que l'homme doit aide et assistance à ses semblables. Chez ces individualistes qui n'ont guère le temps de réfléchir et qui, laissés à leurs propres forces, ne connaîtraient d'autre règle que la loi du groupe, la religion s'attache avant tout à développer la conscience morale.

A l'homme elle donne plus de résistance contre les forces du mal et lui fournit une sorte d'armature intérieure. Aussi, s'explique-t-on que les différentes sectes et les différentes dénominations religieuses qui existent aux États-Unis puissent subsister en paix les unes à côté des autres. Si différentes qu'elles soient par leurs dogmes et leurs cérémonies, quelle que soit même la supériorité que toutes s'attribuent, toutes s'accordent pour attacher une importance égale à un enseignement moral qui est sensiblement le même chez toutes.

La religion ne constitue cependant qu'une unité dans la lutte entreprise contre les maux dont souffre la société. Aux individus elle donne l'occasion de se réunir à des dates fixes et de communier dans une même pensée; elle fournit les bases mêmes de la moralité, elle ne saurait suffire à transformer l'humanité. L'éducation doit compléter son œuvre. Cette croyance profonde dans les vertus de l'éducation se trouve à l'origine même de la société américaine. Un des premiers actes des Puritains a été de fonder le Collège Harward, de même qu'aujourd'hui un des premiers actes des communautés qui s'organisent dans les régions nouvelles de l'Ouest, est de bâtir une école. Universités et collèges se sont multipliés dans des proportions incroyables puisque les États-Unis ne comptent pas moins de 400 établissements d'instruction supérieure. Il n'est point de ville ou même de gros village qui n'ait une *High School*, ou école secondaire et sa bibliothèque publique. Écoles primaires et secondaires sont en général dotées d'un matériel infiniment supérieur à celui des établissements analogues en Europe. Les résultats peuvent ne pas correspondre aux efforts déployés et aux dépenses engagées : l'absence d'organisation centrale, la confusion des méthodes, le manque de netteté dans les buts que

l'on se propose et le manque de préparation des professeurs des écoles primaires et secondaires sont les principaux reproches que l'on peut adresser aux établissements d'instruction publique aux États-Unis. Tels qu'ils sont, ils n'en constituent pas moins un témoignage éclatant de la foi qu'a tout le peuple américain dans les vertus de l'éducation. Souvent, ils représentent des sacrifices volontaires considérables. Donner aux écoles de sa ville les ressources nécessaires pour mener à bien leur œuvre, est un des premiers devoirs de tout citoyen, de même que continuer à soutenir financièrement son université et son collège est considéré comme un véritable devoir par tout Américain qui a reçu une instruction supérieure. Un milliardaire ne croit pas pouvoir faire plus noble usage de sa fortune que d'en consacrer une partie souvent importante à doter une université de nouveaux bâtiments et parfois même à fonder une université tout entière.

Cette croyance dans l'efficacité de l'éducation se fait remarquer jusque dans l'administration des prisons. La tendance dominante est non seulement d'adoucir la rigueur du régime pénitencier, mais encore de donner aux prisonniers une instruction au moins élémentaire, de mettre à leur disposition de bons livres, de leur permettre

de suivre des cours par correspondance, de leur apprendre un métier, en un mot de les traiter comme des malades et de leur fournir une chance de devenir, après leur libération, des membres utiles de la société.

Le même idéalisme se remarque dans les innombrables efforts qui sont faits pour soulager ou supprimer la pauvreté et la misère physique. On connaît trop peu en Europe l'œuvre entreprise sous la direction des municipalités ou d'organisations particulières par les *relief workers*, les femmes qui se dévouent dans les quartiers pauvres et cherchent à réhabiliter les misérables à leurs propres yeux. On sait, au moins, de quel élan de générosité l'Amérique est capable dans les temps de calamité. L'effort admirable de la Croix-Rouge et des Comités de secours américains suffit à en donner une démonstration éclatante. Il ne suffit pas de donner une aumône en passant, de payer une contribution, de compatir à la souffrance de ses semblables pour mettre une conscience américaine en repos. Il faut, avant tout, reconstruire, donner à l'être tombé le sentiment qu'il peut se relever et l'aider à se relever s'il a encore en lui quelque ressort et quelque courage. En ce sens également, on peut dire qu'il n'y a guère d'Américains qui ne rêvent et ne désirent travailler

à l'amélioration de la société dans laquelle ils vivent. Ici encore cependant ce peuple de réalisateurs ne reste point dans le vague, il ne lui suffit pas de construire dans son propre esprit le plan idéal de la cité future; il lui faut immédiatement travailler à sa construction matérielle sur la terre.

A tous ses degrés, l'idéalisme américain doit se traduire immédiatement en action pour continuer de subsister.

Ce désir constant de travailler à l'amélioration du sort de l'individu et de la famille humaine, cette foi profondément enracinée dans les ressources intérieures de l'homme, cette confiance dans son intelligence pour maîtriser et dominer les forces de la nature, ce sentiment qui fait regarder chaque homme comme susceptible de se développer et, par l'éducation, de s'élever au-dessus du niveau social dans lequel il est né, sont peut-être les caractéristiques les plus remarquables de l'idéalisme américain ; un mot suffit à les résumer : démocratie. « La foi dans la démocratie, dit un correspondant de M. Barret Wendell, fait partie de ma foi religieuse. Je crois que tout homme possède en puissance la faculté de comprendre les lois divines sous lesquelles il vit, l'ordre divin dont il est ou devrait être un des éléments. Comprendre ces lois et leur obéir joyeusement et

loyalement c'est en cela que consiste le *self-government*, et c'est aussi le secret de la liberté, à la fois pour l'individu et la société. »

Il ne faut chercher l'expression de cet idéal ni dans l'art, ni dans la littérature, ni même dans la philosophie mais dans la vie même du peuple tout entier, dans cet utilitarisme particulier qui, comme le disait un jour un Américain, est la démocratie de l'idéalisme. Dans les moments de crise cet idéalisme pratique, comme on l'a appelé et qu'il serait plus juste d'appeler idéalisme réalisateur, s'élève au-dessus de son niveau ordinaire, s'intensifie et s'épure sans perdre pour autant son caractère original. En tout temps, la masse du peuple américain s'est montrée capable de lutter et de faire les plus grands sacrifices pour les grandes idées généreuses, à condition toutefois que ces idées parussent susceptibles de réalisations prochaines. C'est pour conserver leur idéal que les *Pilgrim fathers* ont quitté l'Angleterre au début du XVII[e] siècle. C'est au nom d'un principe et pour conserver leur idéal de liberté que les colons du XVIII[e] siècle ont rompu avec la mère patrie ; c'est pour un principe encore que leurs descendants se sont lancés dans la lutte fratricide de la guerre civile. Mais l'idéal américain, de même que l'idéal des grands hommes de la Révo-

lution française, n'est pas étroitement nationaliste, il s'étend à toute l'humanité. Si, pendant plus de deux ans, la masse du peuple américain, ignorante des questions internationales, s'est refusée à suivre ses guides, un jour est cependant venu où tous ont compris que l'idéal même des États-Unis était en jeu dans la grande querelle qui mettait aux prises les peuples de la terre. L'Amérique avait pu réaliser, au moins en partie, son idéal démocratique sur son territoire même, il s'agissait maintenant de rendre possible par toute la terre le règne de la démocratie « to make the world safe for democracy ». Il s'agissait aussi d'une véritable croisade entreprise avec un zèle religieux pour réduire à l'impuissance les forces du mal représentées par le militarisme allemand. Ni les menaces de l'Allemagne, ni ses crimes contre les personnes et les biens de citoyens américains n'avaient jusque-là réussi à unifier la conscience américaine. Tous les citoyens américains se sont cependant ralliés autour du Président Wilson le jour où, déclarant que les États-Unis entraient dans la guerre sans rancœur et sans objet intéressé, il demandait à ses concitoyens d'être « les champions des droits de l'humanité ».

CHAPITRE V

LE NATIONALISME AMÉRICAIN

L'unité nationale des États-Unis pour être évidente aujourd'hui n'en est pas moins, en apparence, un fait récent qui, il y a encore deux ans, pouvait sembler discutable.

Aucun lien commun ne paraissait exister entre ces cent millions d'êtres humains, venus de tous les points du globe et distribués sur un territoire immense dans des régions au climat différent et aux intérêts économiques souvent opposés. Les derniers événements ont cependant prouvé l'existence d'un sentiment national qui n'attendait qu'une occasion pour se révéler. On ne saurait plus douter que les États-Unis ne constituent véritablement une nation et non un agrégat d'individus ou d'états. Pour différents qu'ils soient des vieilles nations européennes, ils n'en ont pas

moins une unité et une vie nationale pleines d'intensité et de ferveur.

Cette unité est, à vrai dire, d'assez fraîche date. Unionistes et Rebelles, Nordistes et Sudistes, au temps de la Guerre de Sécession, étaient séparés non pas tant par la question de l'esclavage que par une différence d'opinion nettement tranchée sur la forme même du gouvernement. L'Union proclamée comme un idéal dans la Constitution de 1787 n'est devenue un fait qu'après avoir été scellée dans le sang sur les champs de bataille de la Guerre Civile. A peine était-elle enfin réalisée que de nouvelles divisions s'étaient manifestées. La Guerre Civile a en effet été suivie par une période d'intense développement et de colonisation à l'intérieur. L'immense territoire de l'Ouest a été ouvert à la civilisation; les terres incultes ont été défrichées, les mines mises en exploitation; la vallée du Mississipi a connu une ère de prodigieuse prospérité, tandis que, sur la côte du Pacifique, de nouveaux États, séparés du reste du pays par les barrières naturelles des Rocheuses et des Sierras, voyaient s'ouvrir devant eux un avenir aux possibilités presque illimitées. Le pays semblait avoir des tendances marquées à se séparer en grandes régions ou en fuseaux, comprenant d'une part les vieux États de la côte de l'Atlantique, et d'autre

part l'Ouest moyen, l'Ouest proprement dit et les États du Pacifique. Entre ces différentes régions il était aisé de constater une rivalité économique évidente et leurs intérêts étaient loin de s'accorder d'une législation uniforme. On avait vu, tout récemment, la Californie créer de sérieuses difficultés au gouvernement fédéral à propos de l'émigration japonaise. Les États de l'Ouest moyen ne s'accommodaient qu'avec peine d'un système douanier fait pour protéger les industries de la côte Atlantique, et, si l'on était porté au pessimisme, on pouvait prévoir le jour où ce pays trop peu centralisé et trop grand se résoudrait en différentes régions composées d'États se sentant entre eux plus de solidarité.

Le mélange extraordinaire des races offrait un autre problème non moins inquiétant et plus immédiat. Depuis cinquante ans, des éléments nouveaux étaient venus s'ajouter en proportions considérables au vieux fonds de la population. Bien que l'Amérique fût considérée comme un creuset, *a melting pot*, où ces éléments différents venaient se fondre en un mélange homogène, il était facile de constater qu'en réalité l'assimilation s'opérait très lentement. Chicago était une ville où la population d'origine étrangère dominait; Milwaukee était presque entièrement allemande;

Boston, la vieille citadelle de l'esprit puritain, était envahie par les Irlandais catholiques; New-York n'avait que 18 p. 100 de ses habitants nés aux États-Unis de parents américains et offrait la plus extraordinaire juxtaposition de races et de langues. Dans tout le pays, on pouvait constater l'existence d'îlots de petites nationalités, hongroises, scandinaves et irlandaises, des noyaux de populations étrangères non assimilées, conservant leurs journaux, leurs langues, leurs cultes, leurs traditions et, semblait-il, leur attachement à leur patrie d'origine.

Qu'avaient de commun ces nouveaux venus avec les descendants des *Pilgrim fathers* et même avec les vétérans de la guerre de Sécession? Ces Américains de fraîche date, qui étaient Américains seulement de nom, pourraient-ils jamais se fondre en une masse homogène et répondre à un même sentiment à une heure critique?

Les faits ont donné à ces questions une réponse irréfutable et démenti ces craintes. Il va de soi cependant qu'à une population si extraordinairement composite et éparpillée sur un territoire d'une telle étendue, on ne saurait demander de développer un sentiment patriotique identique à celui qui existe chez de plus vieilles nations. Chez les peuples du vieux monde et, en particulier, chez

les Français, le patriotisme provient, consciemment ou non, d'un sentiment de solidarité avec les morts que leurs descendants continuent, dont ils maintiennent les traditions et à qui, par là même, ils assurent une sorte de survie. Étroitement rattaché au culte des ancêtres, au culte du foyer, à l'amour de la terre natale, il présente une sorte de caractère fatal, puisque le citoyen ne choisit pas plus sa patrie qu'il ne choisit sa famille et que les traditions familiales sont étroitement reliées aux traditions nationales.

Il ne saurait en être de même chez un peuple qui a laissé les tombeaux de ses ancêtres au delà des mers et dont l'histoire est encore jeune. Aussi faut-il considérer le patriotisme ou plutôt le nationalisme américain comme un fait moral plutôt que comme un fait sentimental. Il résulte directement du sentiment de solidarité qu'éprouvent les uns pour les autres des gens d'origine diverse, de race diverse, d'accent différent, mais qui ont librement accepté de vivre en commun, ont résolu de s'imposer la même discipline, ont la même conception de la vie et, somme toute, le même idéal.

On peut, à vrai dire, constater chez les plus vieilles populations de l'Est, établies depuis plusieurs générations sur le même territoire, l'exis-

tence d'un sentiment patriotique analogue au patriotisme européen, l'attachement à une commune tradition, des souvenirs historiques communs, la fierté légitime de continuer les grands ancêtres qui ont été les véritables fondateurs des États-Unis et ont bâti la nation telle qu'elle est aujourd'hui. Si importants qu'ils soient par la direction morale qu'ils continuent d'exercer sur le pays tont entier, ces Américains de vieille souche ne représentent cependant qu'une partie de la population et, numériquement parlant, la moins considérable. Tout différent doit être le patriotisme non moins intense et non moins réel des nouveaux venus, de ceux en particulier qui, nés sur une terre étrangère, ont adopté une nouvelle nationalité.

Ce nouvel américanisme, ou ce nouveau nationalisme se compose tout d'abord, semble-t-il, et c'est là sa forme la plus simple, d'un sentiment de reconnaissance pour le pays qui a fait de ses fils adoptifs des hommes nouveaux, plus libres qu'ils n'étaient dans leur pays d'origine et qui voient s'ouvrir pour eux et leurs enfants des perspectives presque illimitées. Ils aiment dans leur nouvelle patrie les horizons plus larges et les possibilités plus grandes. L'Amérique représente essentiellement à leurs yeux *the land of opportu-*

nities, le pays où la fortune est moins farouche qu'ailleurs et où chaque homme peut en espérer la conquête. Chez ceux qui réussissent, de façon si modeste que ce soit, à réaliser leur idéal de vie, qui s'élèvent au-dessus du niveau qui leur semblait fixé, se développe bientôt une fierté intense d'appartenir à un pays qui offre de telles ressources, où chaque homme peut réclamer ses droits et participer directement à la direction des affaires. Ils se sentent plus libres et plus forts qu'ils ne l'avaient jamais été et éprouvent quelque pitié pour ceux de leurs parents qui, restés dans le vieux monde, continuent leur vie étroite. Pour la plupart, ils n'accepteraient point de retourner dans leur pays d'origine et sentent s'affaiblir les liens qui les rattachaient au passé, tandis qu'en eux se développe un nouvel être et que les nouveaux liens qui les rendent solidaires d'un nouveau groupe prennent plus de force.

Ils sont devenus citoyens américains par une sorte d'acte de foi. Ils ont accepté un nouvel évangile social dont souvent ils ne comprennent pas encore pleinement toute la signification. Ils se sont convertis à une nouvelle conception de la vie, et souvent ces Américains de fraîche date montrent un attachement plus chaud et plus enthousiaste pour leur nouvelle patrie que les

plus anciens habitants du territoire de l'Union.

Il s'en faut cependant que l'élément traditionnel soit entièrement absent de ce nouveau nationalisme américain. Nous avons montré plus haut que la doctrine de l'américanisme date des premiers jours de la colonie de Boston, que cette conception particulière de la démocratie et des rapports que doivent avoir entre eux les hommes qui font partie d'un même groupe, a une longue histoire sur le territoire américain. L'ancienneté de cette doctrine donne satisfaction à ce besoin qu'ont tous les hommes de se rattacher au passé. Ce passé auquel ils n'ont pas participé, ils le considèrent bientôt comme leur et peuvent chanter sans remarquer l'étrangeté des paroles le vieil hymne :

> Land where our fathers died,
> Land of the Pilgrims' pride....

Si, dans un sens matériel et immédiat, leurs pères sont morts sur une terre lointaine, au sens spirituel leurs véritables ancêtres sont bien ceux qui, par un effort soutenu pendant trois siècles, ont établi sur le continent américain une forme particulière de civilisation. Ils se déclarent solidaires de ces pionniers, se considèrent comme leurs fils adoptifs et, se libérant des liens du sang

et des fatalités historiques, ils choisissent leurs ancêtres comme ils ont choisi leur patrie.

Dans sa plus haute expression, le nationalisme américain est donc l'attachement à un principe énergiquement maintenu et à un idéal réalisé au prix de lourds sacrifices. C'est l'idéal des *Pilgrim fathers*, comme celui de George Washington et de Lincoln. Il peut se résumer en deux mots qui expriment le sentiment de solidarité et de loyauté au groupe qui est l'élément essentiel de la conscience nationale des États-Unis : Démocratie et Union.

A cet idéal il faut un symbole qui frappe l'imagination populaire. Pour des Français le drapeau tricolore représente la France moderne, rappelle le souvenir de la période la plus généreuse de la Révolution, les victoires de l'Empire, les jours de deuil de 1870, les épreuves plus récentes, les sacrifices consentis pour défendre le territoire sacré des ancêtres et un idéal formulé dès 1789 qui est intangible, immuable et parfait.

Le drapeau américain a pour prototype le drapeau qui flotte sur la *Maison Blanche* et sur le palais du Congrès à Washington. Comme les États-Unis eux-mêmes, il a grandi avec le temps. Dans sa disposition générale, il représente le drapeau de la Révolution américaine et de la Guerre d'Indé-

pendance, mais chaque État s'y trouve représenté par un signe tangible et chaque État conserve son individualité dans ce symbole qui englobe tous les États de l'Union et qui exprime en même temps l'idéal américain.

Quand je regarde le drapeau, s'écriait, il y a quatre ans, le Président Wilson, il me semble que les bandes blanches sont des bandes de parchemin sur lesquelles sont inscrits des droits de l'homme, que les bandes rouges sont les ruisseaux de sang par lesquels ces droits ont été achetés. Dans le petit morceau de firmament, en haut, se déploient les étoiles des États de l'Union américaine. Il est pour ainsi dire la charte largement déployée qui nous a été léguée par les hommes qui, un jour, à Runnymede ont déclaré : « Nous refusons de reconnaître des maîtres; nous voulons former un peuple et conquérir notre propre liberté. » (*Discours aux élèves de l'école navale d'Annapolis*, *5 juin 1914*.)

Tel est aussi le sentiment qui est reflété dans le serment de fidélité au drapeau que tous les enfants d'Amérique répètent chaque matin dans toutes les écoles publiques :

Je promets fidélité à mon drapeau et à la République qu'il représente : la nation une et indivisible, liberté et justice pour tous !

Il n'est point besoin d'aller chercher plus loin la formule précise du nationalisme américain qui

existe en dehors de l'amour de la terre ancestrale ou des liens historiques. C'est, avant tout, un fait moral, une foi, une religion d'un idéal accessible à tous, réalisé au moins en partie et dont la réalisation complète paraît possible et prochaine.

Sur cette conception fondamentale viennent se greffer des sentiments dont certains sont hautement idéalistes et généreux tandis que d'autres sont plus intéressés et plus dangereux. A certains moments de l'histoire des États-Unis, on a pu voir se manifester un jingoïsme et un chauvinisme qui a pu donner le change sur la véritable nature de l'idéal national. Certains Américains ont pu répéter : *My country right or wrong, but always my country*, mon pays avant tout et toujours, qu'il ait tort ou raison! D'autres, sous couvert de la doctrine de Monroë, ont pu désirer voir les États-Unis appliquer à l'Amérique du Sud un protectorat qui aurait aisément pu tourner à l'impérialisme. Ce n'est pas impunément qu'un pays voit se développer sa force, s'accroître sa puissance et s'augmenter son influence mondiale. Il est cependant permis de croire que les tendances profondes et les plus généralement répandues sont différentes. Les États-Unis ont été, à toutes les époques de leur histoire, préservés d'un égoïsme national étroit par la ferme conviction qu'ils avaient une

mission mondiale à accomplir et un exemple à donner à l'humanité tout entière.

Ce sentiment apparaît à l'origine même de l'Union, et George Washington, à la veille de la Révolution française, en a donné l'expression complète dans son discours d'inauguration du 30 avril 1789 :

Aucune vérité, disait-il, n'est plus solidement établie que celle-ci : dans l'économie et dans l'ordre de la nature, il existe une union indissoluble entre la vertu et le bonheur, entre le devoir et l'intérêt, entre les maximes sincères d'une conduite politique honnête et généreuse et la prospérité et la félicité publiques qui en sont le fruit. Nous devons, par conséquent, être également persuadés que les faveurs du Ciel ne seront jamais accordées à une nation qui enfreint les lois éternelles de l'ordre et du droit, établies par le Ciel lui-même. C'est pourquoi la préservation du feu sacré de la Liberté, la création d'un modèle de gouvernement républicain sont justement considérées comme étant en jeu et leur sort en question dans l'expérience qui a été confiée aux mains du peuple américain.

Soixante-douze ans plus tard, dans un moment critique de l'histoire des États-Unis, le Président Lincoln cherchait à préciser l'idéal du pays et le faisait presque dans les mêmes termes :

Ce qui est en jeu, disait-il, c'est plus que le sort des États-Unis. Devant toute la famille humaine, une

question se trouve aujourd'hui posée : une république constitutionnelle ou une démocratie, — un gouvernement du peuple par le peuple —, peut-elle ou ne peut-elle pas conserver son intégrité territoriale malgré ses ennemis domestiques. Il s'agit de savoir si des individus mécontents, trop peu nombreux pour dominer l'administration en restant dans les limites de la constitution, peuvent, à un moment donné ou à n'importe quel moment, sous un prétexte quelconque ou arbitrairement et sans aucun prétexte, détruire leur forme de gouvernement et ainsi mettre pratiquement fin aux gouvernements libres sur cette terre.

C'est un sentiment tout voisin qu'exprimait plus récemment le Président Wilson dans un discours adressé à un groupe de nouveaux citoyens américains :

Notre pays puise constamment une nouvelle force à de nouvelles sources grâce aux larges masses d'hommes forts et de femmes dont les regards sont tournés vers l'avenir qui viennent volontairement s'associer à nous. C'est ainsi que, grâce au don que nous font librement de leurs personnes ces êtres humains épris d'indépendance, notre pays se renouvelle constamment, de génération en génération suivant la méthode même qui lui a donné naissance. Il semble en vérité que l'humanité ait résolu que cette grande nation, établie pour le bien de l'humanité, recevrait l'hommage volontaire de tous les peuples du monde.

Il ne faut pas chercher ailleurs que dans cette croyance profonde à la mission des États-Unis les

raisons qui faisaient prononcer à George Washington le fameux discours dans lequel il mettait en garde ses compatriotes contre les alliances étrangères. Il fallait avant tout, dans l'intérêt de l'humanité comme des États-Unis eux-mêmes, mener à bien l'expérience qui avait été confiée au peuple américain, sans que l'Amérique pût se laisser distraire de la tâche providentielle qui lui avait été assignée par des questions de politique extérieure. Aussi la doctrine de Washington, précisée encore par la doctrine de Monroë, a-t-elle inspiré pendant plus d'un siècle la conduite du peuple américain. Nous avons vu cependant les États-Unis se départir récemment de cette tradition prudente et rompre avec tout leur passé pour entrer dans la guerre européenne. Cette rupture n'est qu'apparente. Le Président Wilson continue la ligne tracée par George Washington et Monroë. L'internationalisme américain est le développement naturel du nationalisme américain et en sort logiquement.

CHAPITRE VI

L'INTERNATIONALISME AMÉRICAIN

L'internationalisme, au sens le plus généralement accepté aux États-Unis, n'implique pas la disparition du nationalisme dont il n'est que l'expansion. Le mot lui-même ne rappelle ni le souvenir de l'Internationale ouvrière, ni la doctrine philosophique opposée à l'idée de patrie. Il indique, avant tout, l'ensemble des relations qui existent entre les différentes nations et les règles qui président à ces relations. En ce sens, l'internationalisme américain est un fait nouveau ; il est loin cependant de constituer un miracle ou une production spontanée ; il ne représente qu'un effort pour appliquer au monde entier les principes essentiels de la doctrine de l'Américanisme.

Séparés du vieux monde et de l'Asie par deux océans qui semblaient offrir une barrière infran-

chissable aux entreprises militaires, en possession d'immenses territoires qui leur permettaient de n'emprunter aux autres nations qu'un minimum des produits nécessaires à leur vie, les États-Unis ont pu, pendant plus d'un siècle, maintenir leur isolement et se croire à l'abri de toute attaque. Tout en accomplissant une immense tâche matérielle, ils se sont appliqués à résoudre, sans souffrir d'ingérence extérieure, le problème des rapports de l'individu et du groupe, puis à trouver une formule de fédération qui laissât aux États un maximum de liberté tout en préservant l'unité de la nation. Avant même leur débarquement, les pèlerins du *Mayflower* avaient donné du premier problème une solution qui a fini par prévaloir et n'a jamais été sérieusement attaquée. Il a fallu au contraire de longues années pour arriver à un *modus vivendi* satisfaisant entre les groupements hétérogènes qui ont fini par constituer l'Union. *Interindividualisme*, *interétatisme* sont deux termes qui pourraient résumer toute l'histoire politique des États-Unis jusqu'à ces dernières années. Le moment est arrivé où ils doivent proposer une solution nouvelle au problème des relations internationales.

A vrai dire, depuis longtemps, l'Amérique avait commencé à participer à la vie internationale. Du

jour où les facilités de communications avaient rapproché les continents, du jour également où les États-Unis étaient devenus un grand pays exportateur, il leur avait fallu lier des relations plus étroites avec les autres nations. Ils ne se sentaient cependant avec les nations européennes qu'une solidarité lointaine qui n'entraînait que peu d'obligations. Les vieux pays semblaient à distance dominés par des fatalités historiques, des haines ancestrales, des ambitions impérialistes avec lesquelles ce peuple jeune qui regardait droit devant lui et pensait à l'avenir plus qu'au passé, ne pouvait se sentir aucun point commun. On s'explique ainsi la lenteur mise par le peuple à comprendre la signification profonde de la Grande guerre. A beaucoup il semblait tout d'abord que le devoir des États-Unis fût de se tenir en dehors du conflit, de donner à tous l'exemple de la modération et, dans l'intérêt même de l'humanité, de conserver sur la terre un pays où un idéal supérieur continuerait de régner.

Dès les premiers moments, des esprits plus prompts avaient saisi la signification profonde du conflit et compris que l'existence même des principes les plus chers à la démocratie était en jeu. La masse du peuple cependant hésitait à les suivre et craignait de se laisser entraîner dans une aven-

ture où les États-Unis risqueraient avec leur existence leur place privilégiée parmi les nations. Il faudrait analyser tous les discours prononcés par le Président pour suivre pas à pas la marche de l'opinion publique américaine du mois d'août 1914 à janvier 1917. On y verrait comment peu à peu la conscience américaine est arrivée à comprendre que le sort de la civilisation se jouait en Europe; on pourrait y voir aussi comment les États-Unis ont été amenés d'eux-mêmes, par une lente évolution intérieure, à se sentir solidaires des Alliés et à accepter leurs obligations internationales. Il leur a fallu plus de deux ans pour comprendre et pour déclarer par la voix du Président Wilson que « toute paix qui laisserait en dehors les peuples du Nouveau Monde serait impuissante à préserver le monde des guerres futures ». (*Discours au Sénat, 22 janvier 1917.*) De ce jour cependant leur décision ne faisait plus de doute : l'Amérique avait compris que la paix du monde ne pouvait être maintenue que « par l'action concertée et soutenue d'une association dans laquelle entreraient les nations démocratiques ». (*Discours au Congrès, 2 avril 1917.*) Ce que ni la tradition d'une amitié et d'une reconnaissance séculaires pour la France n'avait pu accomplir, ce que l'horreur soulevée par l'attentat commis sur la Belgique n'avait pu

déterminer, non plus que les attentats contre la personne et les biens de nombreux citoyens américains, apparaissait enfin comme un devoir. L'humanité et la sympathie seules n'auraient pu entraîner les États-Unis dans la guerre, de même que Lincoln aurait refusé de diriger contre les États du Sud une guerre qui n'aurait eu pour objet que la suppression de l'esclavage. Le sentiment seul, si puissant qu'il soit sur l'opinion publique aux États-Unis, n'aurait pas suffi à lui seul pour déclancher le mouvement. Il fallait pour décider ce peuple d'idéalistes qu'il entrevît la possibilité de réaliser sur la terre son idéal de paix et qu'en s'affiliant à un groupe de nations il s'attachât, une fois pour toutes, à régler le problème des relations internationales.

La solution proposée par les États-Unis, loin d'être une construction *a priori*, comme on l'a trop souvent cru, sort de la réalité et de l'expérience américaine. On n'y trouve rien qui ne soit conforme à l'idéal traditionnel de l'Amérique ; il ne s'agit que d'étendre au monde entier les principes mêmes qui ont permis aux États-Unis de construire leur édifice social. Une véritable société des nations a existé pendant de longues années à l'intérieur des États-Unis. Seul, un pays où toutes les races du monde sont venues se fondre et

s'agglomérer, pouvait concevoir un tel projet et croire à la possibilité de sa réalisation immédiate.

L'expérience américaine a montré en effet que, tout en conservant leurs mœurs et leurs cultes, leurs particularités radicales et même leur accent, les citoyens des États-Unis, quelle que fût leur origine, ont su s'adapter à une vie sociale et politique commune. On comprend donc que le Président Wilson qui a su traduire et interpréter avec une merveilleuse divination les progrès de l'opinion américaine, ait pu dire dès le 20 avril 1915 :

> Nous sommes la nation médiatrice par excellence. Nous sommes formés de toutes les nations du monde; en nous sont fondus leur sang, leurs traditions, leurs sentiments, leurs goûts, leurs passions et nous-mêmes nous ne sommes que le résultat de ce mélange. Nous sommes donc capables de comprendre toutes les nations; nous sommes capables de les comprendre dans ce composé que nous sommes, non pas séparément, mais en bloc, de même que nous les connaissons, les embrassons et les personnifions toutes. (*Discours à l'Associated Press, 20 avril 1915.*)

Le peuple américain qui voit vivre chez lui en bon accord, ou tout au moins en paix, Écossais, Irlandais, Anglais, Français de la Nouvelle-Orléans, Italiens, Slaves, Scandinaves et Germains, a pu se demander très vite s'il ne serait

pas possible d'étendre au monde entier l'application des principes qui ont donné de tels résultats aux États-Unis.

Déjà, Washington avait établi un parallélisme étroit entre la morale publique et la morale privée : « Le fondement même de notre conduite nationale doit reposer sur des principes purs et immuables de la moralité privée », avait-il dit en 1789; c'est presque dans les mêmes termes qu'en mai 1916, le Président Wilson déclarait dans un discours prononcé devant la *Société pour maintenir la paix* que « il est clair qu'à l'avenir les nations doivent obéir au même code élevé de l'honneur que nous exigeons des individus ».

Le droit des nations ne diffère donc pas essentiellement du droit des individus, et par là même il est possible de gouverner, d'organiser et de réglementer une société de nations suivant la méthode même qui a permis à l'individu de conserver sa liberté dans le groupe tout en obéissant à la loi commune. Aussi, s'explique-t-on que, dans le même discours, le Président ait donné de la société des nations, telle qu'il l'entrevoyait alors, une définition qui pourrait s'appliquer à la société américaine elle-même :

Le principe de droit commun doit à l'avenir avoir le pas sur les intérêts individuels des nations prises

isolément, et toutes les nations du monde doivent, de façon ou d'autre, s'associer pour faire prévaloir le droit contre les agressions égoïstes de quelque nature qu'elles soient. A partir d'aujourd'hui, les alliances ne doivent plus s'opposer aux alliances, les ententes aux ententes; ces combinaisons doivent être remplacées par un accord commun en vue d'un commun objet et le point essentiel de ce commun objet doit être le droit inviolable des peuples et de l'humanité. Les nations du monde se sont rapprochées les unes des autres et sont devenues voisines. Il est de leur intérêt de s'entendre mutuellement. Pour arriver à s'entendre mutuellement, il est absolument nécessaire qu'elles s'accordent pour travailler ensemble à une cause commune.

Telle était, dès cette date, pour citer les paroles mêmes du Président Wilson, « la conviction passionnée de l'Amérique ». La participation des États-Unis à la guerre n'a pas changé cette conviction fondamentale. Revenant plus récemment sur le même sujet, dans un discours prononcé à New-York le 27 septembre 1918, le Président a précisé cette doctrine de l'internationalisme et indiqué à nouveau les principes qui devaient présider à son organisation :

1. La justice impartiale que nous désirons ne devra établir aucune différence entre ceux envers qui nous voulons être justes et envers qui nous ne voulons pas être justes. Elle devra être une justice ne connaissant pas de favoritisme, mais seulement les droits égaux des différents peuples.

2. Aucun intérêt individuel ou spécial d'une nation quelconque ou d'un groupe de nations quelconques ne pourra inspirer une partie de l'engagement qui ne correspondrait pas aux intérêts de tous.

3. Il ne saurait y avoir de place pour des accords particuliers ni des groupements d'alliances ou d'ententes dans le cadre général de la famille commune de la société des nations.

4. Plus particulièrement, il ne saurait y avoir place dans le cadre de la Ligue pour aucune combinaison économique d'intérêt particulier, et l'on ne pourra envisager aucune clause de boycottage économique ou d'exclusion des marchés mondiaux, sauf sous la forme d'une pénalité économique que la Ligue des nations aura le droit de décréter comme une sanction disciplinaire.

Ici encore, il est facile de reconnaître dans ces dispositions quelques-uns des traits les plus marquants de l'individualisme américain que nous signalions tout à l'heure. Il s'agit, en effet, de réaliser une combinaison dans laquelle les droits des individus seront assurés et garantis et, en même temps, de maintenir un ordre dans lequel « la raison et la justice prévaudront en même temps que les intérêts communs de l'humanité ».

Les nations composant la nouvelle société ne perdront donc ni leur individualité ni leurs droits respectifs, de même que, dans le groupe américain, le citoyen ne sacrifie aucun des droits essentiels de sa personne et voit au total sa liberté indivi-

duelle s'accroître du fait qu'il s'associe à un groupe. Il ne s'agit pas non plus de supprimer la lutte économique entre les nations ; mais il n'en ressort pas nécessairement que les nations plus riches et mieux outillées pourront inonder de leurs produits les nations moins bien armées pour la lutte économique en pratiquant la politique de « dumping » chère à l'Allemagne. La loi du groupe américain ne diminue en rien la rivalité commerciale entre individus tant que cette rivalité ne constitue pas un danger pressant pour le groupe tout entier. On ne saurait cependant permettre à un groupe de nations d'organiser une alliance économique à l'intérieur de la Ligue, de même qu'il était impossible aux Etats du Sud de maintenir une organisation économique différente de celle des États du Nord lors de la Guerre de Sécession.

Une telle conception de la société des nations ne peut se comprendre et s'expliquer que si l'on se souvient qu'elle a pris naissance dans un pays dont le développement s'est opéré dans des circonstances particulièrement favorables. Une nation qui n'a jamais rien eu à redouter de ses voisins, qui n'a pas vécu dans la crainte constante de l'agression brutale, qui, non seulement, n'est entravée dans son expansion par aucune concurrence économique, mais qui est devenue le centre

de ravitaillement du monde entier, a pu considérer la questione de très haut et proposer la solution la plus large.

Ce projet où se reflètent les formules essentielles de l'individualisme et de l'idéalisme américain, ne doit pas être jugé uniquement d'après l'exposé schématique qu'en a fait dernièrement le Président Wilson. La ligue des nations existe en fait depuis 1914 et l'entrée des États-Unis dans la guerre lui a simplement apporté une nouvelle force et a accru son importance mondiale. Il ne s'ensuit nullement qu'en s'entendant pour maintenir la paix dans le monde, elle devra renoncer au droit que possède toute association d'exclure les « indésirables », de même que les États-Unis ne croient pas renoncer à leurs principes démocratiques en refusant l'accès de leur territoire aux individus qui pourraient devenir un danger pour la nation. « Quand tous se réunissent pour exercer une action dans le même sens et en vue du même objet, tous agissent dans l'intérêt commun et restent libres de vivre de leur vie sous une protection commune, « disait en janvier 1917 le Président Wilson. (*Discours au Sénat sur les termes de la paix en Europe, 22 janvier 1917.*) Il va de soi que, seules, les nations décidées à agir dans l'intérêt commun et en vue d'un même but, à savoir l'établis-

sement de la démocratie dans le monde, peuvent être acceptées dans la ligue déjà formée. Dans la nouvelle société comme dans le groupe américain, la loi suprême devra rester l'intérêt commun et la survivance du groupe. Pour large et généreux que soit ce plan, il n'implique aucune renonciation dans le règlement de la guerre actuelle, et, s'il y avait lieu, d'une guerre future, au droit de justice. Il peut parfaitement s'accorder avec le châtiment des coupables et la réparation intégrale des dommages causés. Il ne s'agit pas non plus d'un désarmement universel qui mettrait le monde à la merci de pouvoirs sans scrupules ni de ramener l'âge d'or sur la terre, mais bien « d'établir entre les peuples libres du monde entier une forme de contrat commun, une coopération sincère et pratique qui amènera la combinaison de leurs forces en vue d'assurer la paix et la justice dans les rapports réciproques des nations. » (*Message du Président Wilson à la Russie, 9 juin 1917.*)

On ne saurait comprendre la vraie nature et toute la portée de ce projet que si on l'étudie du point de vue de l'histoire des États-Unis. Trois cents ans après le débarquement des *Pilgrim fathers*, le chef du gouvernement américain a reproduit presque mot pour mot les termes du contrat signé à bord du *Mayflower* le 11 no-

vembre 1620, et par lequel les colons ont décidé « de se réunir et de se combiner en une organisation civile et politique pour assurer un meilleur ordre parmi eux et leur existence même, *for better ordering and preservation* ». Les règles mêmes qui ont présidé à l'établissement de la première société démocratique américaine, sont aujourd'hui proposées au monde entier, et le peuple américain s'offre à partager avec les nations démocratiques du monde les fruits « de l'expérience qui lui a été confiée ».

De même cependant que l'individu doit consentir à certains sacrifices au moment où il entre dans un nouveau groupe, la société des nations ne pourra subsister que si les nations la composant renoncent à certains privilèges. Maîtresses de régler par elles-mêmes toutes les questions de politique intérieure, il leur faudra reconnaître l'autorité suprême de l'intérêt international commun dans leur politique étrangère. L'Amérique elle-même devenue « partenaire » dans cette nouvelle association, devra la première se plier à cette discipline nécessaire et ne pourra demander aux autres nations de faire des sacrifices qu'elle ne serait pas prête à consentir.

En un sens, elle devra accomplir des sacrifices plus pénibles. Par le fait même qu'elle entrera

dans la nouvelle association, l'Amérique perdra la place privilégiée parmi les nations dont elle avait joui jusqu'ici. Il lui faudra cesser de se considérer comme la nation qui tient haute et droite la flamme de la Liberté et montre de loin le chemin au monde entier, pour se mêler aux difficultés et aux querelles de la vie journalière et prendre sa part du fardeau international commun. Il lui faudra à l'intérieur s'opposer aux forces jingoïstes qui chérissent en secret l'espoir d'annexions possibles et lutter contre les partisans du retour au *statu quo ante bellum*. Ayant étendu la doctrine de Monroë au monde entier, il lui sera difficile de s'en réserver l'application exclusive au Mexique et dans l'Amérique du Sud. La victoire que les autres nations devront remporter sur elles-mêmes, devra être remportée aux États-Unis sur les forces réactionnaires et les partisans d'un nationalisme étroit. On peut cependant croire à la possibilité de cette victoire de l'idéalisme, et l'on a le droit d'espérer la permanence de la coopération américaine dans le maintien de l'ordre international.

CONCLUSION

Avec ses qualités et ses défauts, l'Américanisme est le fruit d'une expérience démocratique commencée il y a trois siècles et poursuivie avec une remarquable continuité. Si imparfaits que soient encore certains aspects de la civilisation américaine, et bien que la machine ne fonctionne pas toujours sans heurts et sans à-coups, l'Amérique a prouvé de la façon la plus éclatante que la démocratie pouvait s'établir, subsister, s'étendre et rester forte, sans perdre la notion d'ordre. Individualisme et discipline, idéalisme et esprit réalisateur, nationalisme et internationalisme sont des termes qui ailleurs s'opposent et semblent contradictoires, et qui, cependant, ont été réconciliés et fondus aux États-Unis. Aucun de ces termes pris séparément ne saurait donner une définition satisfaisante de la société américaine dont le caractère résulte du libre jeu de ces forces opposées.

Il nous sera permis de faire une dernière remarque. Que sont-ils, après tout, ces principes fondamentaux de la doctrine américaine qui ont pris une expression particulière aux États-Unis? Ils expriment des tendances fondamentales de l'âme humaine et, par leur humanité même, se rapprochent de la doctrine française de la Révolution. Si aux États-Unis, par suite de circonstances extrêmement favorables, l'idéal démocratique de nos philosophes humanitaires du XVIIIe siècle a pu être, dans une large mesure, réalisé, nul ne doit oublier que, fidèle à sa tradition, la France du XIXe siècle a largement participé soit à maintenir et à défendre la démocratie du Nouveau Monde, soit à favoriser les progrès de l'idéal démocratique sous les formes plus ou moins monarchiques ou plus ou moins républicaines du Vieux Continent. Que les États-Unis et la France se rendent compte de plus en plus de cette communauté de leurs idéalités et de leurs efforts dans le présent comme dans le passé : il y aura là, autant ou plus que par la reconnaissance réciproque, un indissoluble lien d'amitié et de collaboration.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I. —	Légendes et préjugés	1
— II. —	La tradition américaine	8
— III. —	L'individualisme américain	28
— IV. —	L'idéalisme américain	45
— V. —	Le nationalisme américain	60
— VI. —	L'internationalisme américain	74
Conclusion		89

716-18. — Coulommiers. Imp Paul BRODARD. — 4-19.





Prix : 3 francs